



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXE AU PROGRAMME NATIONAL DE RÉFORME

2023

Tableaux de suivi

CeSaR

FENIX

JUIN 2023

SOMMAIRE

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS-PAYS
CeSaR7

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL
DE RELANCE ET DE RESILIENCE (PNRR)
FENIX 77

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS-PAYS

CeSaR



CeSaR

France's contribution to the Country-specific recommendations (CSR) assessment

Semester cycle 2023

CSR.2022.1

CSR 1 Subpart 1: In 2023, ensure prudent fiscal policy, in particular by limiting the growth of nationally financed primary current expenditure below medium-term potential output growth, taking into account continued temporary and targeted support to households and firms most vulnerable to energy price hikes and to people fleeing Ukraine. Stand ready to adjust current spending to the evolving situation.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 12:39 PM)</p> <p>La LFR 2022-1157 du 16 août 2022 et la loi 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ajustent en particulier les mesures de bouclier tarifaire et d'indemnité carburant à l'évolution de la situation (cf. supra). Pour 2023, les aides sont prolongées ou modulées en fonction de l'évolution de la situation (cf. supra).</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 12:34 PM)</p> <p>Ordonnance du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de Covid-19 : Dans le contexte de la circulation toujours active du virus du Covid-19, l'ordonnance prolonge pour le salarié malade ou cas-contact le bénéfice des indemnités journalières complémentaires de l'employeur,</p>

	<p>sans délai de carence, jusqu'au 31 décembre 2022. Cette mesure s'applique à tous les arrêts de travail ayant débuté à partir du 1er août 2022.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 11:25 AM)</p> <p>Un "Amortisseur électricité "pour les TPE/PME : prend en charge une partie de la facture d'électricité pour les TPE qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire mais également les PME ainsi que les établissements publics, les collectivités territoriales et les associations de plus de 10 agents (entré en vigueur au 1er janvier).</p>
Entry 4	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 11:14 AM)</p> <p>Soutien aux ménages : chèque énergie, chèque fioul et chèque bois - Chèque énergie exceptionnel (décret n°2022-1552 du 10 novembre 2022 relatif à la protection des consommateurs en situation de précarité énergétique) : Un nouveau chèque énergie de 100 ou 200 € en fonction du revenu a été versé de manière exceptionnelle à la fin de l'année 2022 aux 12 millions de ménages les plus modestes. - En outre, 230M€ ont été engagés pour soutenir les ménages modestes qui se chauffent au fioul et, fin décembre 2022 un « chèque bois » compris entre 50 et 200 euros, selon le revenu et le type de combustible. 70 % des ménages se chauffant au bois sont concernés, soit 2,6 millions de ménages éligibles, pour un coût total de 200 M€.</p>
Entry 5	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 10:53 AM)</p> <p>La loi 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat : - entérine la pérennisation et le triplement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, afin de soutenir le pouvoir d'achat des salariés tout en laissant suffisamment de flexibilité aux entreprises. La mise en œuvre des accords d'intéressement dans les petites entreprises est simplifiée afin d'encourager les entreprises à y recourir ; - modifie le processus de</p>

	<p>restructuration des branches professionnelles afin d'inciter les partenaires sociaux à rehausser régulièrement leurs minima de branche au niveau du SMIC et soutenir la dynamique des salaires dans les branches ; - réduit, par ailleurs, les cotisations sociales des travailleurs indépendants avec pour conséquence une progression de leur pouvoir d'achat de 550 € par an au niveau du SMIC - met en place un bouclier loyer d'une durée d'un an.</p>
Entry 6	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 10:45 AM)</p> <p>La loi de Finances rectificative (LFR) n°2022-1157 du 16 août 2022 acte : - la prolongation du bouclier tarifaire sur le gaz jusqu'à la fin de l'année 2022 et de la remise carburant jusqu'en décembre 2022 ; - le relèvement du plafond d'exonération d'impôt sur le revenu de la prise en charge des frais de carburants par l'employeur ; - la suppression de la contribution à l'audiovisuel public à compter de 2022 ; - la revalorisation de 3,5 % du point d'indice de la fonction publique avec effet rétroactif au 1er juillet 2022 ; - la revalorisation anticipée de +4,0 % des prestations (minima sociaux dont revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé, prime d'activité, prestations familiales, pension d'invalidité) et des retraites de base dès le mois de juillet ; - la revalorisation des aides au logement de +3,5 % et de +4 % pour les bourses universitaires à la rentrée 2022 ; - une aide exceptionnelle de rentrée, d'un montant de 100 € par foyer, majorée de 50 € par enfant rattaché au foyer, versée en septembre aux bénéficiaires de minima sociaux ainsi qu'aux étudiants boursiers et aux bénéficiaires des aides au logement.</p>
Entry 7	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 10:31 AM)</p> <p>Ordonnance du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi.</p>
Entry 8	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 10:27 AM)</p>

	Projet de LPFP 2023-2027 (incluant des dispositions portant sur l'évaluation de la qualité des dépenses publiques)
Entry 9	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 12:22 PM)</p> <p>Mesures en faveur des réfugiés ukrainiens : Instruction du 10 mars 2022 aux préfets de région et préfets de département relative à la mise en œuvre de la décision d'exécution du Conseil UE 2022/382 du 5 mars 2022, activant le dispositif de protection temporaire prévu à l'article 5 de la directive du 20 juillet 2001. Décret n°2022-468 du 1er avril 2022 relatif au droit au travail des bénéficiaires d'une protection temporaire ; Instruction interministérielle (MTPEI/MI) du 14 avril 2022 sur l'intégration professionnelle des BPT, déplacés d'Ukraine ; Instruction MTPEI aux préfets du 30 avril 2022 concernant la diffusion de flyers Pôle emploi en français et en ukrainien. Les préfets sont chargés de l'offre d'accueil et d'hébergement des bénéficiaires de la protection temporaire au plan local, lesquels sont informés qu'ils sont éligibles aux APL. Ils veillent à ce que la protection temporaire puisse être octroyée de façon simple et fluide. Les personnes concernées peuvent accéder à des formations linguistiques déployées dans tous les territoires. Elles peuvent bénéficier d'une allocation équivalente à l'allocation pour les demandeurs d'asile. Elles peuvent également, sur présentation de leur autorisation provisoire de séjour, accéder au panier de soins urgents, à la protection universelle maladie et à la complémentaire santé solidaire. Les enfants Ukrainiens ont accès à l'éducation dès leur arrivée en France. Pour une meilleure insertion, les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent travailler sans solliciter d'autorisation de travail auprès d'une plateforme de main d'œuvre étrangère. Une démarche d'aller vers a été mise en place pour faciliter l'inscription à Pôle emploi.</p>
Entry 10	MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 09:21 AM)

	Evaluation de la qualité des finances publiques : Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.
Comments	
Entry 1	Instauration dans l'article 167 de la LFI 2023 d'un dispositif annuel de revue de dépenses à partir du 1er semestre 2023. Constitution d'une taskforce parlementaire à la demande du Gouvernement chargée d'identifier les pans de la dépense publique sur lesquels des possibilités d'économies sont réalisables.
State of play	
Entry 1	Mesures en faveur des réfugiés venus d'Ukraine : Au 1er décembre 2022, 83 541 APS ont été délivrées pour les adultes, 12 209 à des primo entrants (depuis août) et 46 412 renouvellements. Au 1er décembre 2022, 18 815 enfants ukrainiens ont été scolarisés pour l'année scolaire 2021/2022 et 19 236 pour 2022/2023. En janvier 2023, 13 300 bénéficiaires de la protection temporaire étaient salariés. Au 1er février, 14 430 BPT étaient inscrits à Pôle emploi, dont 4000 en formation linguistique.
Entry 2	Le bouclier tarifaire, mis en place à la fin de l'année 2021, a permis de plafonner la hausse des factures d'électricité à 4 % et de geler les prix du gaz à leur niveau d'octobre 2021. Il est maintenu en 2023, avec des hausses limitées à 15 % (au lieu de 120 % hors bouclier) Le gouvernement a mis en place une remise de 15 c€/L HT à la pompe à compter du 1er avril 2022 (soit 18 c€/L TTC en métropole). Cette remise a été prolongée jusqu'en décembre 2022 dans le cadre des discussions sur le projet de loi de finances rectificative pour 2022. Elle a été augmentée ponctuellement à 30 c€/L TTC en septembre et ce jusqu'à mi-novembre 2022 puis a graduellement été éteinte fin 2023. Depuis le 1er janvier 2023, elle a été remplacée par une indemnité carburant ciblant les 10 millions de ménages les plus modestes. Une aide aux entreprises énergo-intensives (dépenses de gaz et d'électricité supérieures à 3% du CA) a été déployée, puis prolongée et simplifiée en 2023. Sont principalement

	concernées les entreprises de taille intermédiaire (ETI), mais les autres y auront également accès en ce qui concerne le gaz.
Entry 3	Dans un contexte sanitaire, géopolitique et économique incertain, l'ordonnance a prolongé jusqu'à la fin de l'année 2022 la période durant laquelle un accord d'activité partielle de longue durée (APLD) peut être négocié. Les entreprises françaises touchées par la guerre en Ukraine ont pu bénéficier de ce dispositif pour maintenir l'emploi de leurs salariés.
Entry 4	Poursuite de l'examen en nouvelle lecture du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 au Parlement.
Entry 5	Instauration dans l'article 167 de la LFI 2023 d'un dispositif annuel de revue de dépenses à partir du 1er semestre 2023.

CSR 1 Subpart 2: Expand public investment for the green and digital transitions, and for energy security taking into account the REPowerEU initiative, including by making use of the Recovery and Resilience Facility and other Union funds.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 13:57 PM)</p> <p>Décarbonation du mix énergétique : Le plan France 2030 s'attache en particulier à faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets ; devenir le leader de l'hydrogène bas-carbone avec l'objectif de créer au moins deux gigafactories d'électrolyseurs ; accompagner notre industrie dans sa décarbonation ; produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides et le premier avion bas-carbone.</p>

<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 13:53 PM)</p> <p>Evolution de l'éco-prêt logement social : Une nouvelle convention couvrant la période 2023-2027 sera prochainement signée entre l'Etat et la Caisse des dépôts, afin de rehausser l'ambition de ce dispositif.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 12:52 PM)</p> <p>Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles : Un pacte et une loi d'orientation et d'avenir agricoles seront mis en place en 2023 afin de réfléchir collectivement aux actions à mener autour de quatre axes : l'orientation et la formation ; la transmission ; l'installation des jeunes agriculteurs ; la transition et l'adaptation face au climat.</p>
<p>Entry 4</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 12:45 PM)</p> <p>Fonds vert : Le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (dit "fonds vert") vise à aider les collectivités à renforcer leur performance environnementale, adapter leur territoire au changement climatique et améliorer leur cadre de vie. Il est doté de 2 Md€ de crédits déconcentrés aux préfets pour le financement des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés.</p>
<p>Entry 5</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 13:40 PM)</p> <p>Renforcement de la sécurité énergétique : Plusieurs mesures ont été prises par la France afin de renforcer la sécurité énergétique : mise en place d'un mécanisme de sécurisation des stockages de gaz naturel, renfort des capacités d'importations de GNL en augmentant les capacités des méthaniers existants, et mise en place d'un terminal méthanier flottant opérationnel pour septembre 2023. Des mesures ont également été prises pour accélérer le déploiement du biométhane en particulier un appel à</p>

	projets portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production de biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel a été lancé en avril 2022.
Entry 6	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 13:00 PM)</p> <p>Plan France 2030 : Capitalisant sur les ambitions du quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA), qu'il intègre et dont il prolonge la démarche, France 2030 est un plan d'investissements publics de 54 Md€ destiné à accompagner la France dans sa transition écologique et numérique et lui permettre de relever les défis économiques, industriels et sociaux contemporains, avec 3 grands objectifs : mieux comprendre, mieux vivre et mieux produire. Deux partis pris importants structurent ce plan : d'une part, 50% seront consacrés aux acteurs émergents, permettant ainsi d'accompagner la French Tech et l'écosystème français de start-ups et de PME innovantes. D'autre part 50% des crédits de France 2030 sont consacrés à la décarbonation de l'économie. Par ailleurs, le plan soutiendra exclusivement des projets sans impact négatif sur l'environnement.</p>
Comments	
State of play	
Entry 1	Plan France 2030 : Lancé officiellement le 12 octobre 2021, déploiement en cours. Un premier bilan de France 2030 pour sa première année d'exécution a été effectué en fin 2022.
Entry 2	Concertation en cours, lancée le 7 décembre.

CSR 1 Subpart 3: For the period beyond 2023, pursue a fiscal policy aimed at achieving prudent medium-term fiscal positions and ensuring credible and gradual debt reduction and fiscal sustainability in the medium term through gradual consolidation, investment and reforms.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (18/02/2023 15:46 PM)</p> <p>PSTAB du 29 juillet 2022 Projet de LPFP 2023-2027 (incluant des dispositions portant sur l'évaluation de la qualité des dépenses publiques). LFI pour 2023 Loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques cf. Evaluation de la qualité des dépenses publiques (cf. supra) cf. Gouvernance des finances publiques (cf. supra) La trajectoire prévue pour les finances publiques est celle d'une consolidation budgétaire graduelle. L'objectif est un retour sous les 3 % de déficit public en 2027 et une inflexion de la dette à partir de 2026. C'est par la maîtrise de la dépense publique et sans augmentation des prélèvements obligatoires, hors réduction justifiée de niches fiscales et sociales, que cet objectif sera atteint (cf. supra). Cette maîtrise ne se fait pas au détriment du financement des dépenses essentielles pour le futur de l'économie française, notamment celles permettant d'assurer la transition écologique et numérique, par exemple à travers les plans France Relance et France 2030 (cf. supra).</p>
Comments	
Entry 1	<p>Le projet de loi LPFP est toujours en discussion devant le Parlement.</p>
State of play	

CSR 1 Subpart 4: Reform the pension system to progressively unify the rules of the different pension regimes to enhance its fairness while underpinning its sustainability.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 14:18 PM)</p>

	<p>Réforme des retraites : Le projet de loi portant réforme des retraites a été présentée au Conseil des ministres du 23 janvier 2023. Sa mesure phare est le report de 62 à 64 ans de l'âge légal du départ à la retraite. Cette réforme, en soutenant l'offre de travail des seniors, participera à l'objectif de plein-emploi, et par ce biais viendra soutenir le potentiel de notre économie. En prêtant une attention particulière aux carrières longues et difficiles, elle renforcera la justice et l'équité du système et garantira une retraite décente pour tous.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2022.2

CSR 2 Subpart 1: Proceed with the implementation of its recovery and resilience plan, in line with the milestones and targets included in the Council Implementing Decision of 13 July 2021.

Measures
Comments
State of play

CSR 2 Subpart 2: Swiftly finalise the negotiations with the Commission of the 2021-2027 cohesion policy programming documents with a view to starting their implementation.

Measures
Comments
State of play

CSR.2022.3

CSR 3 Subpart 1: Address the shortage of skills by raising the share of people with basic skills, providing additional work-based learning options and

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 19:18 PM)</p> <p>Nouvelle réforme de l'assurance chômage : Le décret n°2023-33 du 26 janvier 2023 relatif au régime d'assurance chômage, pris en application de la loi du 21 décembre 2022, prolonge la réforme instaurée par le décret du 26 juillet 2019 et introduit un nouveau mécanisme de modulation de la durée d'indemnisation du chômage en fonction de la situation du marché du travail, selon un principe de contracyclicité.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 19:01 PM)</p> <p>Aides exceptionnelles à l'apprentissage et à l'alternance. Prolongement des aides exceptionnelles à l'apprentissage et à l'alternance jusqu'au 31/12/2022. Renforcement du soutien à l'apprentissage : Depuis le 1er janvier 2023, convergence de l'aide unique aux employeurs d'apprentis et de l'aide exceptionnelle vers un dispositif unique (Décret n° 2022-1714 du 29 décembre 2022) (Décret n°2022-1714 du 29 décembre 2022)</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 18:56 PM)</p> <p>Amélioration de l'efficacité des décisions d'orientation : projet "AVENIRS" porté par l'ONISEP, relatif aux compétences à s'orienter. Trois mesures concourront à améliorer l'orientation des élèves : une demi-journée « avenir » hebdomadaire, plusieurs heures dédiées à l'orientation et une expérimentation « découverte des métiers ».</p>

	Renforcement de l'accompagnement à l'orientation via Parcoursup.
Entry 4	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 18:25 PM)</p> <p>Transformation du système de formation : Insertion des stages dans la quasi-totalité des cursus de l'enseignement supérieur : stages obligatoires en licences professionnelles, brevet de technicien supérieur, bachelor universitaire de technologie, master. Ouverture de la possibilité de faire des stages pendant les périodes de césure, ouvrant la voie à l'acquisition de compétences complémentaires.</p>
Entry 5	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 21:35 PM)</p> <p>Réforme du lycée professionnel : La réforme poursuit trois objectifs : améliorer le taux d'accès à l'emploi après le diplôme, réduire le nombre de décrocheurs, et mieux préparer les poursuites d'études supérieures requises par certains métiers. Des groupes de travail avec les principales parties prenantes ont été lancés dès la rentrée 2022 et la réforme du lycée professionnel sera mise en œuvre à compter de la rentrée 2023.</p>
Entry 6	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 19:30 PM)</p> <p>Création de France Travail : Une mission de concertation et de préfiguration de France Travail a démarré ses travaux en septembre 2022. La concertation s'est appuyée sur 30 groupes de travail élargis, plus de 200 échanges bilatéraux, plus de 90 rencontres territoriales, et plus de 25 webinaires d'information. 3 réunions ont été organisées avec le comité des parties prenantes pour présenter les axes de travail: • Aller vers toutes les personnes dépourvues d'emploi • Guichet unique à l'entrée • Accompagnement réel plus que formel • Emploi d'abord dans les accompagnements • Logique d'engagements réciproques • Approche orientée dans le design général des services • Pilotage simplifié Janvier 2023 :</p>

	Déploiement de projets pilotes sur 19 territoires / basins d'emplois »
Entry 7	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 18:42 PM)</p> <p>Transformation du système de formation : Transformation profonde de la voie professionnelle au lycée et renforcement de la professionnalisation des formations de l'enseignement supérieur qui viseront à confier davantage d'autonomie aux lycées pour adapter les diplômes aux nouvelles compétences requises en faisant preuve d'agilité mais également à revoir la carte des formations afin de développer celles tournées vers les secteurs qui recrutent.</p>
Entry 8	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 19:08 PM)</p> <p>Renforcer l'acquisition et le développement des compétences à tout âge : Cadre national des certifications et cadre européen des certifications et de la formation tout au long de la vie (avec France compétences). Renforcement du dispositif de Validation des acquis de l'expérience (VAE) : élargissement des conditions d'accès, allongement du congé dédié, meilleure prise en charge des frais et création d'un service public de la VAE (loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 dite « Marché du travail »).</p>
Entry 9	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 17:44 PM)</p> <p>Plan tensions de recrutement (1,4 Md€) : La 1ère phase du plan de réduction des tensions de recrutement, avec un volet centré sur les demandeurs d'emploi de longue et très longue durée, a été annoncée par le Gouvernement le 27 septembre 2021. Elle visait principalement à renforcer les efforts de formation (aide à l'embauche de certains demandeurs d'emploi en contrat de professionnalisation. Il s'agissait de mettre en œuvre d'actions de formations en situation de travail associées à des promesses d'embauche. Une 2ème phase du plan de réduction des tensions de recrutement, a été présentée en Conseil des ministres du 19</p>

	octobre 2022. Elle privilégie une approche spécifique à chaque secteur avec des outils nouveaux pour répondre plus rapidement aux besoins des entreprises.
Comments	
State of play	
Entry 1	Aides exceptionnelles à l'apprentissage et à l'alternance : Bilan du soutien à la dynamique de l'apprentissage : Fin 2021, on comptait 862 300 personnes en contrat d'apprentissage, après 662 900 fin 2020 et 487 100 fin 2019 (données DARES). Fin novembre 2022, on compte 979 700 apprentis, soit un effectif en hausse de 14,0 % sur un an.
Entry 2	Amélioration de l'efficacité des décisions d'orientation : Expérimentation en cours dans 642 collèges durant l'année scolaire 2022-2023
Entry 3	Transformation profonde de la voie professionnelle : En cours de consultation.

CSR 3 Subpart 2: improving the learning outcomes of all students, in particular by adapting resources and methods to the needs of disadvantaged students and schools

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 11:48 AM)</p> <p>Mesures en faveur des élèves défavorisés Contrats locaux d'accompagnement (CLA) : établis par les autorités académiques pour une durée de trois ans, les CLA permettent d'introduire plus de progressivité dans l'allocation des moyens en faveur des écoles, des collèges et des lycées socialement proches de l'éducation prioritaire, ou bien ayant des besoins d'accompagnement particuliers identifiés, réduisant ainsi les effets de seuil constatés entre</p>

	<p>établissements en et hors éducation prioritaire. Cités éducatives : Label d'excellence qui conduit à un renforcement de la coordination entre acteurs locaux, avec des moyens dédiés 230 M€ sur la période 2019-2023. Territoires éducatifs Ruraux (TER) : constitution d'un réseau de coopérations autour de l'école comme point d'ancrage territorial au service d'un projet éducatif porteur d'ambition pour les élèves et leurs familles et vecteurs de rayonnement pour le territoire lui-même. Lancement du plan « 1 jeune 1 mentor » en 2021, dont l'objectif a été l'accompagnement de 100 000 jeunes en 2021, puis 200 000 jeunes en 2022 (chiffres à consolider mais pour 2022, 150 000 jeunes devraient avoir été accompagnés). Ce plan permet à des jeunes de 6 à 30 ans, prioritairement en situation de fragilité (dont les élèves défavorisés), de bénéficier d'un programme de mentorat, qui peut comprendre une aide au soutien scolaire, à l'orientation ou encore à l'insertion professionnelle. L'État soutient ce plan à hauteur de 27 millions d'euros par an.</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 19:47 PM)</p> <p>Mesure de soutien à la maîtrise des compétences numériques : Déploiement de Pix, plateforme multiservices permettant l'évaluation, le développement et la certification des compétences numériques. Certification obligatoire du niveau de maîtrise des compétences numériques délivrée en fin de cycle 4 au collège et en fin de cycle terminal au lycée.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 19:37 PM)</p> <p>Contrat d'engagement jeune : En vigueur depuis le 1er mars 2022, le Contrat d'Engagement Jeune propose aux jeunes un accompagnement individuel et intensif profondément renouvelé, dans un cadre exigeant, avec un objectif d'entrée plus rapide et durable dans l'emploi.</p>
<p>Comments</p>	

State of play	
Entry 1	<p>Mesures en faveur des élèves défavorisés : Contrats locaux d'accompagnement : Pour la rentrée 2022 : 184 écoles, 92 collèges et 64 lycées sont engagés dans la démarche avec la formalisation d'un projet pédagogique et éducatif. Cités éducatives : 74 nouvelles cités éducatives en 2022 (soit 200 au total). Rentrée scolaire 2022 : un million d'enfants et de jeunes bénéficieront de cette démarche déployée autour de 475 collèges. Territoires éducatifs ruraux : Rentrée 2022 : 90 collèges et plus de 650 écoles, soit 26 000 collégiens et 20 000 élèves scolarisés en primaire, sont engagés dans cette démarche. Lancement du plan : "1 jeune, 1 mentor" Poursuite du plan lors des prochaines années. En cible pour 2023 : au moins 130 000 jeunes accompagnés. Une évaluation de ce plan a été lancée début 2023 pour des résultats finaux attendus à fin 2024.</p>

CSR 3 Subpart 3: and by improving the working conditions and continuous training of teachers.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (17/02/2023 20:00 PM)</p> <p>Améliorer les conditions de travail des enseignants Dédoublage des classes de grande section, Cours préparatoire (CP), Cours élémentaire première année (CE1) en éducation prioritaire Classes limitées à 24 élèves en grande section, CP et CE1 hors éducation prioritaire. Le plafonnement des classes à 24 élèves en grande section, CP et CE1 offre la possibilité aux professeurs de mieux accompagner chacun des élèves dans un cadre plus propice aux apprentissages. Il a bénéficié à 80% des classes en 2021. La mesure de dédoublement des classes de CP et de CE1 est finalisée et déployée sur l'ensemble des écoles des réseaux d'éducation prioritaire. Concernant les classes de GS, à la rentrée 2022, 67,8% des classes en éducation prioritaire sont dédoublées. La mise en œuvre de la mesure</p>

	<p>s'étalera jusqu'à la rentrée scolaire 2024. Au total, sur l'ensemble des trois niveaux, ce sont plus de 361 000 élèves de l'éducation prioritaire qui bénéficient des dédoublements. Progressif depuis 2020, le plafonnement des effectifs à 24 élèves par classe hors éducation prioritaire sera achevé à la rentrée 2023. A la rentrée 2022, 87% des classes de GS, CP et CE1 de l'enseignement public comptent 24 élèves ou moins.</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (17/02/2023 21:38 PM)</p> <p>Pacte pour la revalorisation générale de la rémunération des enseignants Rentrée 2023, le salaire minimum d'un enseignant en début de carrière sera de 2000 euros nets d'impôts. Reconnaissance financière des missions supplémentaires des enseignants (remplacement du suivi individualisé, de l'accompagnement à l'orientation ou à l'insertion professionnelle ou des tâches de coordination) représentant une augmentation de salaire pouvant aller jusqu'à 20% du salaire initial.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2023 21:29 PM)</p> <p>Améliorer la formation des enseignants : Les plans de formation en français et en mathématiques comme développement professionnel continu de tous les professeurs, pour une meilleure expertise disciplinaire Plan de formation pour la maternelle : déploiement d'une politique massive de formation et d'accompagnement des professeurs dans chaque académie Identification des pratiques efficaces. D'ici quatre ans, chaque professeur aura bénéficié d'une formation de cinq jours (30 h), l'une en français et l'autre en mathématiques. Au cours de l'année 2022-2023 organisation de formations, production de nouvelles ressources pour les professeurs. Amélioration de la formation initiale et continue avec une formation moins théorique et davantage tournée vers la pédagogie et le contact avec les élèves.</p>
<p>Comments</p>	

State of play	
Entry 1	Pacte pour la revalorisation générale de la rémunération des enseignants : Les concertations sont en cours. La synthèse des travaux est prévue pour mars 2023. L'entrée en vigueur des revalorisations interviendra à la rentrée 2023.

CSR.2022.4

CSR 4 Subpart 1: Reduce overall reliance on fossil fuels.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 14:31 PM)</p> <p>Développement du ferroviaire et des transports collectifs : Concernant la grande distance, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en mars 2022 afin d'identifier les acteurs et les freins au développement des trains de nuits internationaux. Les ordonnances créant les sociétés de financement de la part des collectivités de grands projets de lignes ferroviaires à grande vitesse ont été promulguées au printemps 2022. Concernant les mobilités du quotidien, le 4ème appel à projet « Transports Collectifs en Site Propre et Pôles d'Echanges Multimodaux » permet à plus de 159 projets lauréats (annoncés fin 2021) de bénéficier de 900 M€ de subventions pour développer les transports collectifs urbains et interurbains.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 14:18 PM)</p> <p>France 2030 : Le plan France 2030 pérennise les actions de France Relance à travers un plan d'investissement massif doté de 54 Md€, dont 34 Md€ de crédits nouveaux. En consacrant 50 % de ses dépenses à la décarbonation de l'économie, France 2030 a pour objectif d'assurer la transition de la France vers une économie bas carbone. Ce plan comprend notamment 5 Md€ d'aides directes au déploiement de solutions de décarbonation et 0,6 Md€ pour financer l'innovation et l'industrialisation de technologies innovantes de décarbonation dans l'industrie.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 13:23 PM)</p> <p>Plan de résilience économique et social et mesures d'urgence pour diversifier l'approvisionnement en</p>

	<p>hydrocarbures de l'économie française et sécuriser son approvisionnement en énergie dès l'automne 2022. Mise en place d'un mécanisme de sécurisation du remplissage des stockages permettant d'assurer un niveau de remplissage supérieur au niveau minimum de 85 % prévu par le mécanisme de régulation habituel. Possibilité de réquisitionner les centrales à gaz. Accélération de l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre. Organisation d'un délestage. Mobilisation de tous les moyens de production électriques.</p>
<p>Entry 4</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 13:03 PM)</p> <p>Plan de « sobriété énergétique », visant à réduire la consommation de gaz et d'électricité pour assurer la sécurité d'approvisionnement à court-terme et enclencher une réduction de la consommation énergétique sur le temps long. Le plan de sobriété énergétique, présenté le 6 octobre 2022, détaille les mesures qui permettront de réduire notre consommation énergétique de 10 % à l'horizon 2024, en cohérence avec l'objectif d'une réduction globale de 40 % de la consommation en 2050. Pour sensibiliser les consommateurs et aider chaque citoyen à adopter des gestes efficaces en matière d'économies d'énergie, l'État a mis place une vaste campagne de communication multicanale sur la sobriété. RTE a également développé l'application Ecowatt. Elle permet de connaître les moments où les éco-gestes ont le plus d'impact sur le système électrique et donc de décaler certains usages pour réduire les tensions sur l'approvisionnement. Plusieurs plans d'action sectoriels ont également été élaborés. Les administrations publiques réduisent la température de chauffage à 19 degrés pour l'hiver 2022-2023. Les actions de sobriété permettent également d'enclencher dans le temps long la réduction de consommation énergétique nécessaire à l'atteinte de nos engagements en termes de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.</p>
<p>Entry 5</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (18/02/2023 14:45 PM)</p>

	<p>Projet de loi "réindustrialisation verte" : Un projet de loi sur l'industrie verte est en cours d'élaboration et devrait être présenté au printemps 2023. Il doit faciliter l'accélération de la décarbonation des sites industriels sur le territoire français mais aussi encourager le développement de nouvelles industries vertes à l'image de l'hydrogène. Trois axes ont été définis : • Renforcer l'attractivité de la France, via la réglementation, la fiscalité, la mobilisation du financement privé ; • Promouvoir le produire français et la production européenne ; • Préparer les compétences de l'industrie verte.</p>
<p>Entry 6</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (18/02/2023 13:37 PM)</p> <p>Décarbonation du mix énergétique à travers le renforcement de la filière nucléaire historique : Lancement d'un programme de six réacteurs EPR2 et conduite d'études pour la construction de huit EPR2 supplémentaires. Tous les réacteurs existants pouvant être prolongés le seront également, sauf si des raisons de sûreté s'imposaient. France 2030 consacre également 1 Md€ au développement des petits réacteurs nucléaires (Small Modular Reactors). Le projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes a été présenté en Conseil des ministres le 2 novembre 2022. Il a été adopté en première lecture au Sénat le 24 janvier 2023.</p>
<p>Entry 7</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (18/02/2023 14:37 PM)</p> <p>Développement des mobilités douces : Un 2ème plan vélo a été défini à l'occasion d'un comité interministériel du vélo en fin d'année 2022; il a été doté de 250 M€ pour 2023 pour la conception d'infrastructures ; 200 M€ étant dédiés aux infrastructures et 50 M€ au stationnement. Ce plan comprendra notamment un volet industriel (création d'un label France vélo comprenant des critères sociaux et environnementaux permettant de valoriser la filière française</p>

	du vélo), des dispositifs d'aide à l'achat et des programmes de formations (reconduction du « Savoir Rouler à Vélo »).
Entry 8	<p>MEASURE TYPE: Adopted (18/02/2023 13:56 PM)</p> <p>Offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF dans l'objectif de retirer la société de la cote : La loi du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 alloue 9,7 Md€ pour lancer une offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF dans l'objectif de retirer la société de la cote. Cette opération permet d'assurer l'indépendance et la souveraineté énergétique de la France, dont celle de pouvoir planifier sur le très long terme les moyens de production, de transport et de distribution d'électricité.</p>
Comments	
State of play	
Entry 1	<p>Plan de sobriété énergétique : L'ensemble de ces initiatives a d'ores et déjà un impact significatif sur la consommation d'énergie qui a été réduite par rapport aux années précédentes : la consommation d'électricité a reculé de 9,7 % la semaine du 12 décembre 2022 par rapport à la moyenne des années précédentes (2014-2019) la même semaine selon les données publiées par RTE et de 9 % sur quatre semaines. A la date du 20 janvier 2023, aucun évènement de tension n'a été enregistré sur le réseau électrique à l'automne et sur le premier mois de l'hiver.</p>

CSR 4 Subpart 2: Accelerate the deployment of utility-scale and decentralised renewable energies through increased public investment and by facilitating private investment, including by further streamlining permitting procedures and ensuring adequate staffing of authorising administrations.

Measures

<p>Entry 1</p>	<p>MEASURE TYPE: Not Defined (18/02/2023 15:00 PM)</p> <p>Programmation pluriannuelle de l'énergie : La PPE 3 (2024-2033) sera adoptée par décret dans les douze mois suivants l'adoption de la loi de programmation sur l'énergie et le climat, soit vraisemblablement en 2024.</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (18/02/2023 15:00 PM)</p> <p>Mise à jour de la Stratégie nationale bas-carbone : Adoptée pour la première fois en 2015 et remise à jour en 2020, la SNBC sera révisée de nouveau en 2024. En parallèle, le 3ème plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), qui vise à améliorer la résilience de la société française aux impacts du changement climatique, sera également révisé.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Announced (18/02/2023 14:51 PM)</p> <p>Projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables : Le projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables vise à permettre à déployer deux fois plus vite qu'aujourd'hui les projets d'énergies renouvelables. Le projet de loi permet de simplifier les procédures, de libérer du foncier nécessaire pour les énergies renouvelables, et de renforcer l'acceptabilité des projets d'énergies renouvelables, en mettant en œuvre des mesures de partage de la valeur des énergies décarbonées. Il a été présenté en Conseil des Ministres le 26/09. Le texte a été adopté le 31 janvier 2023 par l'Assemblée nationale. Il est actuellement devant le Conseil constitutionnel, saisi le 9 février 2023, saisi par 60 députés. Par ailleurs, des dispositions réglementaires sont en cours d'examen visant à assurer un traitement diligent des contentieux afférents aux ENR. Objectif d'une cinquantaine de parcs d'éolien en mer d'ici 2050 pour une capacité de 40 gigawatts Enfin, une instruction du Gouvernement aux préfets le 16 septembre 2022 vise également à faciliter et accélérer le traitement des demandes liées à la production d'énergie renouvelable.</p>

Comments
State of play

CSR 4 Subpart 3: Improve the policy framework to incentivise the deep renovation of buildings.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 15:11 PM)</p> <p>Article 155 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 et Décret n°2022-510 du 8 avril 2022 : Introduction dans la loi d'une définition de la rénovation énergétique performante (atteinte de la classe B du DPE + étude de 6 postes travaux essentiels pour la rénovation, sauf exceptions) et de la rénovation énergétique performante globale (rénovation énergétique performante réalisée dans un délai limité). Article 160 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 : Introduction d'un critère de performance énergétique minimal, puis d'un niveau de performance énergétique minimal, dans la définition du « logement décent », qui définit les caractéristiques minimales des logements proposés à la location (classe DPE F à partir de 2025, classe DPE E à partir de 2028 et classe DPE D à partir de 2034). Décret d'application à venir au T2 2023 : Ce décret d'application, visant à préciser les contraintes architecturales ou patrimoniales qui n'autoriseront pas un juge à ordonner la réalisation de travaux pour la sortie de l'état d'indécence suite au non-respect du niveau de performance minimal cité en référence, doit faire l'objet d'analyses juridiques fines au regard des enjeux existants tant sur la rénovation des bâtiments que sur la préservation du patrimoine. Ce décret sera publié prochainement. Article 159 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 : Gel des loyers des logements de classe DPE F et G depuis le 24 août 2022. Article 158 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021, Décret n°2022-780 du 4 mai 2022 et arrêté du 4 mai 2022 relatif à l'audit énergétique réglementaire défini à</p>

	<p>l'article L. 126-28-1 du CCH : Obligation de réalisation d'un audit énergétique réglementaire pour les logements de classe DPE F et G proposés à la vente à compter du 1er avril 2023, devant présenter des scénarios de rénovation correspondant à une rénovation performante, aboutissant à terme à la classe B du DPE (sauf exceptions). Article 171 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 et Décret n° 2022-663 du 25 avril 2022 : Obligation d'élaboration d'un Plan Pluriannuel de Travaux (PPT) pour les copropriétés, intégrant la programmation de travaux d'économies d'énergie et de réduction des émissions de GES. Article 151 de la loi Climat Résilience n°2021-1104 du 22 août 2021: Introduction dans la loi d'une incitation accrue à la réalisation de rénovations énergétiques performantes.</p>
Comments	
Entry 1	<p>Concernant le décret d'application de l'article 160 de la loi climat et résilience n°2021-1104 du 22 août 2021, celui sera adopté au 2ème trimestre 2023.</p>
State of play	

CSR 4 Subpart 4: Expand energy interconnection capacity.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 12:56 PM)</p> <p>Développement d'un flux de gaz de la France vers l'Allemagne : Dans le cadre du mécanisme européen de solidarité sur l'approvisionnement en gaz, un accord bilatéral a été négocié avec l'Allemagne. Il inclut notamment des mesures pour accroître les capacités d'exportation de gaz vers l'Allemagne. Des mesures exceptionnelles ont été prises afin de permettre la mise en place d'un flux interruptible de la France à l'Allemagne, un premier test a eu lieu le 7</p>

	septembre 2022. La première livraison de gaz naturel depuis la France a été réalisée le 13 octobre 2022.
Entry 2	MEASURE TYPE: Implemented (18/02/2023 12:29 PM) Renforcement de l'interconnexion électrique avec le Royaume-Uni : Mise en service d'Eleclink.
Entry 3	MEASURE TYPE: Adopted (18/02/2023 12:38 PM) Renforcement de l'interconnexion électrique avec l'Irlande et l'Espagne : Délivrance (fin 2022/début 2023) des autorisations administratives pour les projets Celtic (Irlande) ou Golfe de Gascogne (Espagne). Ce dernier viendra doubler les capacités d'échange d'électricité entre l'Espagne et la France à horizon 2027.
Comments	
State of play	
Entry 1	Interconnexion Golfe de Gascogne : 19 janvier 2023 : déclaration conjointe du 27ème sommet franco-espagnol.



CSR.2021.1

CSR 1 Subpart 1: In 2022, use the Recovery and Resilience Facility to finance additional investment in support of the recovery while pursuing a prudent fiscal policy. Preserve nationally financed investment.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 10:18 AM)</p> <p>Mesure : Plan de relance : 100 Md€, dont environ 60 Md€ hors PNRR. Fait : Le plan de relance annoncé en septembre 2020 comporte 3 volets : - Transition écologique : 30 Md€ - Compétitivité : 34 Md€ - Cohésion sociale : 36 Md€ En cours / à venir : Au 31 décembre 2021, 71,9 Md€ ont été engagés : - 25,4 Md€ pour la transition écologique - 20,3 Md€ pour la compétitivité - 26,2 Md€ pour la cohésion sociale et territoriale</p>
Comments	
State of play	

CSR 1 Subpart 2: When economic conditions allow, pursue a fiscal policy aimed at achieving prudent medium-term fiscal positions and ensuring fiscal sustainability in the medium term.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 19:59 PM)</p> <p>Mesure : Trajectoire des dépenses publiques (cf. PSTAB 2021). En cours / à venir : Le programme de stabilité présenté en 2021 prévoit un redressement des finances publiques afin de stabiliser puis diminuer le ratio de dette publique, en s'appuyant sur une maîtrise des dépenses (croissance de 0,7</p>

	% en volume sur 2022-2027 afin de ramener le déficit sous le seuil des 3 % à horizon 2027). Cette trajectoire sera actualisée dans le prochain programme de stabilité.
Comments	
State of play	

CSR 1 Subpart 3: At the same time, enhance investment to boost growth potential. Pay particular attention to the composition of public finances, on both the revenue and expenditure sides of the budget, and to the quality of budgetary measures in order to ensure a sustainable and inclusive recovery. Prioritise sustainable and growth-enhancing investment, in particular investment supporting the green and digital transition.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 15:45 PM)</p> <p>Mesure : Extension progressive du dispositif de ressources mensuelles (DRM). Fait : Ce dispositif, qui agrège depuis 1e janvier 2021 les données issues des déclarations sociales nominatives (DSN) et celles issues du prélèvement à la source (PAS), permettra de lutter plus efficacement contre la fraude et les indus. Le DRM a déjà donné lieu à plusieurs usages opérationnels : •L'enrichissement du portail national des droits sociaux (PNDS) avec l'affichage des montants de ressources à l'utilisateur et la mise en place d'un dispositif de signalements d'erreurs (depuis 2019) ; •L'alimentation progressive du répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) avec les montants de prestations (depuis 2019) ; •L'utilisation de données contemporaines par la CNAF et la CCMSA dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des aides au logement (entrée en vigueur en janvier 2021). Un Retex a été réalisé ; •L'alimentation du SI de Pôle emploi afin de sécuriser l'octroi des allocations chômage ; •L'enrichissement du téléservice CNAF et CCMSA de demande de complémentaire santé solidaire (mise en œuvre le 19 janvier 2022). Le dispositif a également servi à la</p>

	<p>mise en œuvre par la CNAV et les régimes de retraite de deux réformes ponctuelles : la mesure de revalorisation différenciée des retraites en 2020 - 2021 et le versement de l'indemnité inflation aux pensionnés début 2022. En cours / à venir : De nouveaux usages sont prévus en 2022 : •La transmission de données à la caisse des dépôts et consignations (CDC) et au service de retraites de l'Etat (SRE) aux fins d'application des règles sur le cumul emploi-retraite (1ère campagne avec utilisation des données du DRM prévue sur avril 2022) ; •L'usage des données par les missions locales dans le cadre de l'appréciation de l'éligibilité au dispositif de la garantie jeunes (à compter de juin 2022) ; •L'enrichissement du service en ligne de demande de pension de réversion (à compter de juin 2022). Des travaux ont été amorcés sur la modernisation de la délivrance d'autres prestations sociales : prime d'activité et RSA, pensions d'invalidité, ASI, ASPA...</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 19:30 PM)</p> <p>Mesure : Réforme de la politique du logement Fait : cf. PNRR En cours / à venir : cf. PNRR</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 19:29 PM)</p> <p>Mesure : Gouvernance des finances publiques En cours / à venir : cf. PNRR. Finalisation et adoption de l'ordonnance créant un régime unifié de responsabilité des gestionnaires publics.</p>
<p>Entry 4</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 19:29 PM)</p> <p>Mesure : Évaluation de la qualité des dépenses publiques En cours / à venir : cf. PNRR</p>
<p>Comments</p>	

State of play

CSR 1 Subpart 4: Give priority to fiscal structural reforms that will help provide financing for public policy priorities and contribute to the long-term sustainability of public finances, including, where relevant, by strengthening the coverage, adequacy and sustainability of health and social protection systems for all.

Measures

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:03 PM)</p> <p>Sécur de la santé : développer la télésanté pour améliorer l'accès aux soins des populations (pilier 4). Fait : La prise en charge à 100% des téléconsultations par l'Assurance maladie a été adoptée dans la LFSS 2021 pour une période d'un an, (prolongation jusqu'en juillet 2022 lors de la loi sur le pass vaccinal) et les mesures dérogatoires ouvertes dans le cadre de la crise ont été prolongée jusqu'en juillet 2022 ; Prise en charge du télésoin orthophoniste (avenant 17 signé le 29 janvier 2021) ; Télésoin ouvert à 17 professions d'auxiliaires médicaux ainsi qu'aux pharmaciens (décret et arrêté du 3 juin 2021) ; Avenant 14 à la convention des orthoptistes télésoin du 28 juillet 2021 encadrant le recours au télésoin par les orthoptistes ; L'avenant 9 à la convention médicale du 30 juillet 2021 encadrant le recours à la télé médecine et à la téléexpertise ; Entrée en vigueur d'un financement de droit commun de la télésurveillance (article 36 PLFSS 2022). En cours / à venir : Négociations conventionnelles télésoin et télé médecine (infirmiers, sages-femmes, masseurs-kinésithérapeutes) ; Travaux pour accompagner l'entrée en vigueur du financement de droit commun de la télésurveillance (article 36 LFSS 2022).</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:04 PM)</p> <p>Mesure : Sécurité de la Santé : développer l'exercice coordonné entre professionnels de santé Fait : L'objectif fixé</p>

	<p>en 2017 de doubler le nombre de maisons de santé pluri professionnelles (MSP) est atteint à 80% (1889 MSP fin 2021) tandis que 499 centres de santé pluri-professionnels sont en fonctionnement. 671 projets recensés, dont 172 communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) en fonctionnement. Mai 2021 : publication de l'ordonnance relative au statut juridique des MSP et des CPTS En cours / à venir : à la suite des négociations conventionnelles : Développement de l'exercice coordonné sous toutes ses formes (CPTS, MSP, CDS, équipes de soins primaires, Équipes de Soins spécialisées) et de la télésanté dans tous les territoires pour améliorer l'accès aux soins. 23 décembre 2021 : Signature de l'avenant 2 ACI CPTS: financement de la mission de gestion de crise sanitaire, bonus à la signature de l'ACI avant décembre 2022, articulation avec le SAS (application prévue en août 2022).</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:04 PM)</p> <p>Mesure : Stratégie de réforme du système de santé Fait : cf. mesure Ségur de la Santé qui s'inclut dans cette stratégie de réforme En cours / à venir : cf. PNRR.</p>
<p>Comments</p>	
<p>State of play</p>	



CSR.2020.1

CSR 1 Subpart 1: In line with the general escape clause, take all necessary measures to effectively address the pandemic, sustain the economy and support the ensuing recovery. When economic conditions allow, pursue fiscal policies aimed at achieving prudent medium-term fiscal positions and ensuring debt sustainability, while enhancing investment.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 12:45 PM)</p> <p>Mesure : Révision de certains contrats d'achat d'électricité photovoltaïque En cours / à venir : Révision de certains contrats d'achat d'électricité photovoltaïque engagée par la LFI pour 2021</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 12:41 PM)</p> <p>Mesure : Réforme structurelle des contrats aidés En cours / à venir : Mise en oeuvre depuis 2018</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 12:41 PM)</p> <p>Mesure : Transformation de l'audiovisuel public En cours / à venir : Mise en oeuvre depuis 2018</p>
Entry 4	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 12:40 PM)</p> <p>Mesure : Contemporanéisation des revenus pris en compte dans le calcul des aides personnelles au logement (APL) Fait : Réforme finalisée en 2021</p>
Entry 5	<p>MEASURE TYPE: Implemented (16/02/2022 17:06 PM)</p>

	<p>Mesure : Soutien aux entreprises affectées par l'épidémie de la COVID-19, notamment par la 5ème vague. Fait : Maintien des dispositifs de soutien, notamment : Activité partielle ; Prêts garantis par l'État ; Prolongation du fonds de solidarité pour les entreprises affectées des territoires soumis à des restrictions sanitaires ; Dispositifs de prise en charge des coûts fixes (coûts fixes original, nouvelle entreprise, coûts fixes consolidation, nouvelle entreprise consolidation, renfort, coûts fixes novembre, nouvelle entreprise novembre...). En cours / à venir : Extinction progressive des aides d'urgence.</p>
<p>Entry 6</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 18:53 PM)</p> <p>Mesure : Mesures sanitaires (cf. Programme national de réforme pour 2020). Fait : Les pouvoirs publics ont réagi résolument face à l'épidémie de Covid-19. Ils ont immédiatement pris des mesures sanitaires fortes, notamment de confinement, pour limiter la propagation du virus et renforcer les capacités de lutte contre l'épidémie.</p>
<p>Entry 7</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 18:55 PM)</p> <p>Mesure : soutien économique (LFR 2020-289 du 23 mars 2020, LFR 2020-473 du 25 avril 2020, LFR 2020-935 du 30 juillet 2020, LFR 2020-1473 du 30 novembre 2020). Fait : Le Gouvernement a déployé rapidement des mesures de soutien économique massives pour préserver le revenu des ménages, garantir la pérennité des relations de travail, renforcer la trésorerie des entreprises et leur permettre de faire face à leurs charges récurrentes, et soutenir les secteurs les plus affectés par la chute d'activité. Dans leur ensemble, les mesures d'urgence ont représenté un montant de 140,9 Md€ (fonds de solidarité, activité partielle, exonération de cotisations sociales, hors mesures de trésorerie et mesures en garantie dont l'impact sur le solde interviendrait après 2020 et est encore incertain). Il convient d'y ajouter les 143 Md€ de prêts garantis par l'État octroyés au 31 décembre 2021.</p>
<p>Entry 8</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 19:59 PM)</p>

	<p>Mesure : Facturation électronique dans les relations interentreprises. Fait : Prévues par l'article 153 de la LFI pour 2020, cette évolution marque une étape importante dans la modernisation du recouvrement et du contrôle fiscal de la taxe sur la valeur ajoutée, en diminuant la charge administrative des entreprises, en améliorant le service rendu à l'utilisateur assujéti à la TVA et en permettant de lutter plus efficacement contre la fraude.</p>
Entry 9	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:53 PM)</p> <p>Mesure : reprise de dette (Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie). Fait : La dette de la sécurité sociale a d'ores et déjà fait l'objet d'une reprise à hauteur de 136 Md€ par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale en vue de son amortissement.</p>
Entry 10	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:53 PM)</p> <p>Mesure : Refonte des règles de gouvernance des finances publiques. Fait : Mise en place d'une Commission sur l'avenir des finances publiques. Afin de reconstruire une trajectoire des finances publiques en sortie de crise, le Gouvernement a installé une commission chargée de réfléchir à la trajectoire des finances publiques et à la rénovation du cadre de gouvernance et des outils de pilotage des comptes publics. Parmi les questions relatives au remboursement de la dette engendrée par la crise de la Covid-19, la commission devra notamment étudier le cantonnement de cette dette, qui permet d'affecter des ressources publiques à son amortissement, avec une trajectoire et un calendrier crédibles pour son remboursement intégral. En cours / à venir : Cf. PNRR</p>
Entry 11	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:54 PM)</p> <p>Mesure : France relance ((i) Loi de finances pour 2021 ; (ii) Plan « France relance » ; (iii) Mission relance) Fait : Pour</p>

	<p>compléter ces mesures d'urgence en ancrant durablement la reprise et pour transformer l'économie française, le plan « France relance » annoncé le 3 Septembre 2020 mobilisera 100 Md€. Cet effort d'investissement public accélérera la reprise à court terme, en vue de retrouver le niveau d'activité d'avant-crise d'ici 2022, et préparera le futur, en accélérant la transition écologique et en favorisant l'investissement et l'innovation, notamment dans le numérique. Le plan comprend trois volets : - 30 Md€ seront consacrés à financer les investissements pour la transition écologique dans toutes ses dimensions, rénovation énergétique des bâtiments, infrastructures et mobilités vertes, décarbonation des processus industriels et soutien à l'innovation verte, économie circulaire, lutte contre l'artificialisation des sols, transition agricole notamment. - 34 Md€ seront alloués au renforcement de la compétitivité et de l'indépendance du système productif français, au travers notamment d'une baisse des impôts de production de 20 Md€ sur deux ans, et d'investissements dans les technologies d'avenir. - Enfin, 36 Md€ seront dédiés à la cohésion sociale et territoriale et à la préservation et au développement des compétences, avec la mise en place d'un dispositif d'activité partielle de longue durée, le déploiement du plan « 1 jeune, 1 solution », le soutien à l'insertion des plus vulnérables et aux salariés en reconversion, le soutien au pouvoir d'achat des ménages les plus modestes, et les mesures directement dédiées à lutter contre les inégalités territoriales. En cours / à venir : Cf. CSR.2021.1.</p>
Comments	
State of play	

CSR 1 Subpart 2: Strengthen the resilience of the health system by ensuring adequate supplies of critical medical products and a balanced distribution of health workers, and by investing in e-Health.

Measures

<p>Entry 1</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 18:56 PM)</p> <p>Mesure : Dépenses de santé dans le cadre des mesures d'urgence Fait : cf. PNR pour 2020 : - Achats de masques non chirurgicaux par l'État - Couverture des achats de matériels (masques, respirateurs, tests, etc.) - Majoration des heures supplémentaires et des primes exceptionnelles pour les soignants. En cours / à venir : Prolongation de certains dispositifs d'urgence de soutien aux professionnels de santé permettant de valoriser le temps de travail supplémentaire effectué par les soignants dans le cadre de la crise sanitaire Covid (majoration des heures supplémentaires, du temps de travail additionnel médical, ainsi que des gardes pour les PUPH et les internes).</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:55 PM)</p> <p>Mesure : Dépendance. Fait : Loi organique du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie : création d'une 5ème branche de Sécurité sociale ; Loi du 14 décembre 2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 : gouvernance et financement de cette nouvelle branche. Depuis le 1er octobre 2020, les 8 à 11 millions d'aidants peuvent bénéficier de congés rémunérés pour accompagner un proche en situation de handicap ou en perte d'autonomie. En cours / à venir : Cf. PNRR. La loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 poursuit la réforme de l'autonomie et du grand âge engagée avec la création de la cinquième branche de la sécurité sociale votée en 2020. Les dispositions de la loi mettent en place des modèles de financement des services à domicile permettant d'évoluer pour en assurer la viabilité économique et remédier aux disparités territoriales et d'éviter une multitude d'intermédiaires.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:56 PM)</p> <p>Mesure : Ségur de la santé. Fait : Investissement massif en santé (6 Md€ sur 3 à 5 ans) dédié aux priorités structurelles</p>

	<p>d'investissement dans les secteurs sanitaire et médicosocial, ainsi que dans le numérique en santé. Transformation, rénovation, équipement et rattrapage numérique dans les établissements médico-sociaux (2,1 Md€ sur 5 ans). Investissements en santé dans les territoires : projets hospitaliers prioritaires et projets ville-hôpital (2,5 Md€ sur 5 ans). Rattrapage du retard dans l'interopérabilité et la modernisation des outils numériques en santé (1,4 Md€ sur 3 ans). Cf. PNRR. En cours / à venir : Développement de l'exercice coordonné (CPTS, MSP) et de la télésanté dans tous les territoires pour améliorer l'accès aux soins via les négociations conventionnelles en cours. Cf. CSR.2021.1.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2020.2

CSR 2 Subpart 1: Mitigate the employment and social impact of the crisis,

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 17:47 PM)</p> <p>Mesure : Espaces services jeunesse: Plus et mieux incarner les politiques éducatives en faveur de la jeunesse et accroître l'égalité des chances sur tous les territoires. Fait : Établissements de service : l'Appel à Manifestation d'intérêt « Des espaces de proximité au service des élèves, des jeunes et de ceux qui les accompagnent » est financé par le programme d'investissements d'avenir (PIA) à hauteur de 6M€. En cours / à venir : Création d'établissements de service (EDS) : les EDS vont permettre de construire une offre intégrée misant sur la proximité et le rapprochement entre usagers et services et sur la synergie entre les acteurs. Il s'agit de rassembler en un lieu bien identifié des jeunes, un collège ou un lycée, accessible par des visiteurs extérieurs, pendant et hors du temps scolaire, des services à tout ou partie de ces publics : élèves mais aussi jeunes non scolarisés d'abord mais aussi parents, personnels de l'éducation nationale, adultes et usagers. Au total, près de 18 EDS ont été officialisés à la rentrée 2021 et sont en cours d'ouverture, d'ici septembre 2022.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 10:23 AM)</p> <p>Mesure : Mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et des carburants lié au dynamisme de la reprise économique. Fait : Un chèque énergie exceptionnel de 100 € a été envoyé en décembre 2021 aux 5,8 millions de ménages modestes, en plus du montant du chèque énergie classique versé sous conditions de ressources en avril 2021. En cours / à venir : 1/ Reconduction de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat jusqu'en mars 2022 (LFR n°2021-953 du 19 juillet 2021). 2/ Versement d'une indemnité inflation d'un montant</p>

	<p>de 100 € aux salariés, les indépendants, les retraités, les bénéficiaires du RSA ou de l'allocation aux adultes handicapés qui gagnent moins de 2 000 € nets par mois. 3/ Bouclier tarifaire en matière énergétique : les tarifs réglementés de vente du gaz sont gelés au niveau TTC d'octobre 2021 jusqu'au 30 juin 2022 et la hausse des tarifs réglementés de vente d'électricité est limitée à 4% début 2022. 4/ Rehaussement de 10 % du barème kilométrique, qui permet de déduire une partie des frais de transports de son impôt sur le revenu dès la déclaration des revenus de 2021 ou des bénéfices de l'année 2021.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 15:09 PM)</p> <p>Mesure : Réduire les inadéquations de compétences Fait : Annonce de la mise en place d'un plan de réduction des tensions de recrutement, le 27 septembre 2021. En cours / à venir : Mobilisation d'1,4 Md€ en 2021 et 2022.</p>
<p>Entry 4</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 15:00 PM)</p> <p>Mesure : Grenelle de l'éducation Fait : Le Grenelle de l'éducation s'est tenu le 26 mai 2021 et a été l'occasion d'un dialogue entre les parties prenantes : Gouvernement, syndicats, personnels, familles, élèves, élus, chercheurs. Il a abouti à 12 engagements, dont une enveloppe de 700 M€ dont 200 M€ au titre de la protection sociale complémentaire, pour revaloriser les salaires des enseignants et des personnels éducatifs, l'individualisation de l'accompagnement pour les enseignants, ainsi qu'une meilleure prise en compte des conditions de travail. En cours / à venir : A ce titre le processus de revalorisation des débuts de carrière (jusqu'à 15 ans d'ancienneté) engagé en 2021 s'est poursuivi, visant à tendre à court terme vers une rémunération sur le 1^{er} poste de 2 000 €, en cohérence avec les standards des pays de l'OCDE. Des mesures d'amélioration des déroulements de carrière, de fluidification des mobilités des professeurs au sein du ministère et visant à améliorer l'attractivité du métier de professeur ont également été prises. La priorité portée sur l'éducation</p>

	<p>prioritaire depuis le début du quinquennat s'est traduite par un relèvement de l'avantage salarial pour les personnels affectés en REP+ de 2 400 € à 3 000 € supplémentaires.</p>
<p>Entry 5</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:04 PM)</p> <p>Mesure : Dialogue social. Fait : Lancement d'une concertation avec les partenaires sociaux sur les mesures de réponse à la crise et préparation de l'après-crise (3 conférences du dialogue social se sont tenues : le 17 juillet 2020, le 26 octobre 2020 et le 15 mars 2021). En cours / à venir : Ouverture de négociations réunissant les partenaires sociaux dans certaines branches comme l'hôtellerie-café-restauration sur les conditions de travail, la valorisation des métiers, le temps partiel et les minima de branche.</p>
<p>Entry 6</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:00 PM)</p> <p>Mesures d'urgence visant à soutenir la pérennité des relations de travail et le revenu des ménages - (cf. PNR 2020) Fait : 1/ Assouplissement du dispositif d'activité partielle et renforcement de l'indemnisation pour faire face à l'urgence de la crise (1er mars 2020). Création d'un dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD), avec une indemnisation plus avantageuse et des contreparties renforcées en termes de formation professionnelle (1er juillet 2020). Resserrement progressif de la générosité et des conditions d'accès au dispositif d'activité partielle de droit commun (APDC), tout en maintenant une générosité plus élevée que dans le régime d'avant-crise engagé courant 2021. Cf. PNRR. 2/ Attribution d'une prime pour les travailleurs intermittents et intérimaires n'ayant pas pu travailler en 2020 comme en 2019. Initialement prévue jusqu'en février 2021 puis étendue jusqu'en mai 2021, l'aide a été prolongée pour les mois de juin, juillet et août 2021. 3/ Prolongation des droits à l'assurance-chômage pour les chômeurs en fin de droits (jusqu'à juillet 2021) 4/ Aide exceptionnelle aux indépendants (poursuivi durant la 5ème vague) 5/ Versement d'une aide exceptionnelle de solidarité (septembre 2020) En cours / à venir : Le décret 2021-1816 prévoit une mesure temporaire de</p>

	suspension de la durée maximale d'autorisation d'activité partielle pour les périodes d'activité partielle comprise entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022.
Entry 7	<p>MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 16:16 PM)</p> <p>Mesure : Loi du 17 décembre 2021 visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles En cours / à venir : Revalorisation des pensions de retraite agricole les plus faibles (conjoints collaborateurs, aides familiaux) Entrée en vigueur pour les pensions dues à compter du 1er janvier 2022 versées à compter de février 2022.</p>
Comments	
State of play	

CSR 2 Subpart 2: including by promoting skills

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 17:46 PM)</p> <p>Mesure : Renforcement des alliances éducatives. En cours / à venir : 200 Cités éducatives sont labellisées au 1er février 2022 afin de renforcer les coopérations locales de tous les acteurs mobilisés autour du parcours des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 10:36 AM)</p> <p>Mesure : obligation de formation. En cours / à venir : L'obligation de formation vise à ce que tout jeune de 16 à 18 ans soit en formation ou en emploi ou en parcours d'accompagnement. Depuis la rentrée 2020, cette</p>

	<p>obligation de formation a été prolongée jusqu'à l'âge de 18 ans. L'obligation de formation permet de repérer et d'amener vers un parcours d'accompagnement et de formation les jeunes en risque d'exclusion.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:05 PM)</p> <p>Mesure : Lutte contre les inégalités dans le milieu scolaire Fait : Soutien pédagogique et matériel pour les élèves de milieux défavorisés avec mise à disposition d'ordinateurs et de clés de connexion à internet. 6 M€ dégagés pour la continuité éducative (achat de tablettes, mentorat) et soutien aux petites associations. Pendant le confinement, 6 M€ de crédits du P147 politique de la ville ont été dégagés pour la continuité éducative (achat de tablettes, amplification du mentorat) et le soutien aux petites associations. Après le confinement, le dispositif Quartiers d'été a permis de financer 1 514 nouveaux postes d'adultes-relais (1 par quartier) et 20 cités de l'emploi (17,5 M€) alors que 12,7M€ ont permis de soutenir les associations. 56 M€ ont également permis de financer les Colos apprenantes, École ouverte ou les centres de loisirs « apprenants ». Partage et mutualisation des données de l'Éducation (Data Hub de l'éducation). Formation des enseignants (volet pédagogique du plan France numérique). À la rentrée de septembre, le dispositif Quartiers solidaires (20 M€) a permis de poursuivre les opérations liées aux vacances apprenantes et aux associations, autour des actions éducatives, de la santé, de l'insertion professionnelle et de la culture, avec une priorité accordée aux femmes. L'opération « Vacances apprenantes » reconduite en 2021, avec un total d'un million d'élèves bénéficiaires, se décline autour de trois dispositifs : Les « Colos apprenantes » (séjours combinant activités de loisir et apprentissage à destination des jeunes de l'aide sociale à l'enfance et aux jeunes en quartiers prioritaires de la ville ou zones rurales) ; l'« École ouverte » (renforcement scolaire, activités éducatives et de loisirs : 120 000 élèves relevant de 2 000 établissements dont 50 % en éducation prioritaire et 46 % en QPV et 8 % en zones rurales) et Les Stages de réussite (objectif : consolider les acquis fondamentaux ; organisation en 2021 de 29 000 stages dans le premier degré concernant</p>

	142 000 stagiaires et 2 000 stages dans le secondaire concernant 26 000 stagiaires) En cours : à venir : Internats d'excellence (Cf. PNRR) et Cordées de la réussite (Cf. PNRR).
Entry 4	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 17:44 PM)</p> <p>Mesure : poursuite des études pour les néo-bacheliers. En cours / à venir : cf. PNRR.</p>
Entry 5	<p>MEASURE TYPE: Adopted (17/02/2022 14:32 PM)</p> <p>Mesure : Plan pour les travailleurs indépendants. En cours / à venir : Le plan en faveur des travailleurs indépendants a été présenté le 16 septembre 2021 par le Président de la République. Il vise à offrir aux entrepreneurs individuels un cadre plus simple et protecteur dès la création d'entreprise et à accompagner les travailleurs indépendants tout au long de leur parcours jusqu'à la transmission-reprise de leur entreprise. Il s'articule autour de la loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante (API) promulguée le 14 février 2022 et est complété par des mesures en loi de finances pour 2022 et en loi de financement de la sécurité sociale pour 2022.</p>
Entry 6	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 10:38 AM)</p> <p>Mesure : Loi du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle (entre les femmes et les hommes). Fait : La loi vise à améliorer le quotidien des femmes et à arriver à plus d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'enseignement supérieur, dans les entreprises et dans l'entrepreneuriat. Notamment par : l'instauration de quotas de 40% aux postes de direction des grandes entreprises, la publication d'un index de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes par les établissements de l'enseignement supérieur et un meilleur accès des femmes entrepreneurs à l'investissement public.</p>

<p>Entry 7</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 18:57 PM)</p> <p>Mesure : Formation professionnelle Fait : 1/ Renforcement du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), avec une orientation renforcée vers les métiers d'avenir ; 2/ Renforcement des moyens de France compétences et de Pôle emploi. Cf. PNRR. 3/ Abondement supplémentaire des comptes personnels de formation (CPF) pour les personnes suivant une formation numérique. Cf. PNRR. 4/ Formation des salariés en activité partielle ou dans des entreprises en difficulté économique : FNE-Formation. Cf. PNRR. 5/Dispositif Transitions collectives déployé depuis le 15 janvier 2021 : ce dispositif s'adresse à des salariés dont les emplois sont menacés et qui se positionnent sur une formation vers un métier porteur localement. Il permet d'anticiper les mutations économiques et d'accompagner les transitions professionnelles des salariés. En cours / à venir Mise en œuvre d'un plan compétences de 1,4 Md€ en 2021 et 2022 pour permettre de répondre aux tensions de recrutement des entreprises en : - favorisant le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées, le plan compétences vise à former 1,4 millions de demandeurs d'emploi en 2022 ; - favorisant la formation des salariés des PME, avec un objectif de 350 000 entrées en formation supplémentaires pour les salariés des entreprises de 51 à 300 salariés.</p>
<p>Entry 8</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:05 PM)</p> <p>Mesure : Promouvoir l'accès à l'emploi des groupes vulnérables (hors jeunes). Pour l'insertion professionnelle des jeunes, cf. section dédiée infra. Fait : Recentrage en 2021, dans le cadre du plan de relance, des parcours emplois compétences (PEC) sur les publics les plus éloignés de l'emploi (Cf. PNRR). Dispositif « Equip'emploi », (Cf. PNRR) Aide à la mobilisation des employeurs pour l'embauche de travailleurs handicapés (AMEETH). Cf. PNRR. Prolongation du dispositif Emplois Francs jusqu'au 31 décembre 2022 (Décret n° 2021-1848 du 27 décembre 2022). Ce dispositif octroie une aide financière aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi dans une zone urbaine défavorisée</p>

	<p>(Quartier prioritaire de la ville, QPV) Loi du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et l'expérimentation « territoire zéro chômeur » : 1/ Mise en place du service public de l'insertion et de l'emploi ; 2/ Renforcement de l'insertion par l'activité économique (suppression de l'agrément de Pôle emploi pour l'entrée en parcours d'insertion, création d'un CDI pour les seniors en insertion, poursuite des expérimentations dans le domaine de l'IAE) ; 3/ Extension de l'expérimentation territoires zéro chômeur. (textes : Cf. loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020, Décret n° 2021-1128 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique, Décret n° 2021-1129 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique et à l'expérimentation visant à faciliter le recrutement par les entreprises de droit commun de personnes en fin de parcours d'insertion). Annonce de la mise en place d'un plan de réduction des tensions de recrutement le 27 septembre 2021 En cours / à venir : Cf. PNRR Volet du plan « Tensions de recrutement » (cf. infra) dédié aux demandeurs d'emploi de longue durée comportant : des actions de remobilisation mise en œuvre par Pôle emploi, des incitations et moyens aux entreprises pour recruter et former les chômeurs de longue durée, un budget d'innovation pour Pôle emploi.</p>
<p>Entry 9</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:05 PM)</p> <p>Mesure : Insertion professionnelle des jeunes : « Plan 1 jeune, 1 solution » (9 Md€) et des personnes en situation de handicap Fait : 1/ Aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans Cf. PNRR; 2/ Aide aux employeurs d'apprentis et de professionnalisation ; cf. PNRR 3/ 100 000 missions de service public supplémentaires pour permettre à des jeunes de s'engager dans des associations 4/ Orientation et formation de 200 000 jeunes vers les secteurs et métiers d'avenir ; 5/ Nouveaux parcours d'insertion sur mesure pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Cf. PNRR En cours / à venir : Le Contrat Engagement Jeune entre en vigueur au 1er mars 2022. Les jeunes qui souhaitent s'engager activement dans un parcours vers l'emploi se verront proposer par les Missions locales ou par Pôle emploi : - un programme intensif d'accompagnement de 15 à 20 heures par semaine</p>

	<p>minimum ; - avec une mise en activité systématique et régulière du jeune du premier au dernier jour, pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois (et jusqu'à 18 mois sous conditions). - une allocation pouvant aller jusqu'à 500 euros par mois – sous condition de revenus, d'assiduité et d'acceptation des offres d'activité qu'ils recevront – pour les jeunes qui en ont besoin, c'est-à-dire des jeunes sans ressources qui ne sont pas en mesure de suivre un accompagnement exigeant tout en subvenant à leurs besoins.</p>
Comments	
State of play	

CSR 2 Subpart 3: and active support for all jobseekers.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:05 PM)</p> <p>Mesure : Réforme de l'assurance-chômage Fait : cf. PNRR En cours / à venir : cf. PNRR.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2020.3

CSR 3 Subpart 1: Ensure the effective implementation of measures supporting the liquidity of firms, in particular for small and medium-sized enterprises.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 15:27 PM)</p> <p>Mesure : Plan d'action pour accompagner les entreprises fragilisées pendant la sortie de crise Fait : Création du conseil national de sortie de crise. En cours / à venir : Création d'un fonds de transition de 3 Md€.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Implemented (16/02/2022 13:55 PM)</p> <p>Mesure : Mesures d'urgence visant à soutenir la liquidité des entreprises ainsi que les secteurs les plus affectés. Fait : 1/ Dispositif de garantie exceptionnelle de l'État pour les prêts aux entreprises ; 2/ Dispositif d'avances remboursables et de prêts à taux bonifiés, d'abord à destination des petites entreprises industrielles (de 50 à 250 salariés) stratégiques, puis élargis à toutes les entreprises de plus de 50 salariés ; 3/ Reports des échéances de paiement de certains prélèvements obligatoires, dues ; 4/ Exonération de cotisations sociales ; 5/ Fonds de solidarité/Dispositif coûts fixes ; 6/ Renforcement du fonds de développement économique et social. En cours / à venir : Le fonds de solidarité a été supprimé le 31 septembre 2021 (en métropole), le dispositif d'aide à la prise en charge des coûts fixe a pris le relais. Il a été élargi en réponse à la 5ème vague. L'accès aux prêts garantis par l'Etat a été prolongé jusqu'en juin 2022 et élargi au règlement des dettes d'exploitations des entreprises.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:05 PM)</p>

	<p>Mesure : Plan France relance - compétitivité En cours / à venir : Renforcement des fonds propres des PME/TPE/ ETI (prêts participatifs, label France Relance).</p>
<p>Entry 4</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:06 PM)</p> <p>Mesure : Mesures de soutien aux entreprises dans le cadre de la crise de Covid-19. Fait : Loi de finances pour 2021 : 1/ Remboursement anticipé de crédits d'impôt (créances à l'IS et créances de TVA) ; 2/ Mise en place d'un crédit d'impôt pour inciter les bailleurs à annuler une partie de leurs loyers (art. 20 LFI pour 2021) ; Mise en place des commissaires à la restructuration et à la prévention des difficultés des entreprises. Loi de finances rectificative pour 2021 : 1/ Prorogation de la mesure autorisant la déduction des abandons de créance correspondant à des loyers ; 2/ Accompagner la reprise de l'activité et renforcer les fonds propres et la situation financière des entreprises : mesure temporaire d'assouplissement du dispositif de report en arrière des déficits, autorisant l'imputation, sans limitation de montant du déficit constaté au titre du premier exercice déficitaire clos à compter du 30 juin 2020 et jusqu'au 30 juin 2021, sur les éventuels bénéfices constatés au titre des trois exercices précédents. Loi de finances pour 2022 : 1/ Exonération d'IR des pourboires perçus par les salariés en contact avec la clientèle au cours des années 2022 et 2023 ; 2/ Volet fiscal du bouclier tarifaire s'agissant de l'électricité et du gaz naturel (baisse de la TICFE et TICGN) ; 3/ Reconduction jusqu'au 1er janvier 2023 de l'application du taux réduit de 5,5 % de la TVA pour les masques et les tenues de protection adaptées à la lutte contre la propagation du virus de la Covid-19 ; 4/ Extension temporaire du dispositif d'exonération des plus-values de cession d'activité de deux à trois ans lorsque l'entrepreneur a fait valoir ses droits à la retraite entre le 1/01/2019 et le 31/12/2021.</p>
<p>Comments</p>	
<p>State of play</p>	

CSR 3 Subpart 2: Front-load mature public investment projects

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 14:40 PM) Mesure : Plan France Relance : Ecologie. Cf. CSR.2020.3.
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 3: and promote private investment to foster the economic recovery.

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 14:35 PM) Mesures : plan France 2030 ; Plan France relance : Recherche et Innovation ; Baisse des impôts de production ; Renforcement des fonds propres. Cf. CSR.2020.3 et CSR.2020.4.
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 4: Focus investment on the green and digital transition, in particular on sustainable transport,

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 20:07 PM)

	<p>Mesure : Budget vert Fait : Cf. PNRR.</p>
<p>Entry 2</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:06 PM)</p> <p>Mesure : Plan France relance : Numérique En cours / à venir : - Mise à niveau numérique de l'État et des territoires ; - Mise à niveau numérique des entreprises ; - Poursuite du plan France Très Haut Débit ; - Inclusion numérique. Cf. PNRR.</p>
<p>Entry 3</p>	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:06 PM)</p> <p>Mesure : Plans France Relance et France 2030 : Ecologie En cours / à venir : 1/ Rénovation énergétique des bâtiments ; 2/ Infrastructures et mobilités vertes ; 3/ Énergies et technologies vertes ; 4/ Décarbonation des entreprises industrielles ; 5/ Aide à la construction dense Cf. PNRR - Énergies renouvelables : dans le cadre de France 2030, 1 Md€ est dédié pour faire émerger des solutions innovantes dans le domaine du photovoltaïque, de l'éolien flottant et des réseaux énergétiques et accélérer l'industrialisation des énergies renouvelables. Ce montant devra permettre notamment un soutien à la recherche et à l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables (plus de 500 M€) ainsi que de soutenir le déploiement industriel sur l'ensemble des EnR (environ 400 M€). - Économie circulaire : 80 M€ pour le soutien à la production d'énergie à partir de combustibles solides de récupération dont 44,3 M€ engagés en 2021. Le reste de l'enveloppe sera engagé en 2022 (projets déjà en cours d'instruction). - Transition agricole : sur le plan de relance Volet agriculture Alimentation et forêt, 1 042 M€ ont été engagés sur le total de 1 555 M€, parmi lesquels le plan protéines végétales (109 M€ engagés sur 154 M€), les programme Plantons des haies (25 M€ engagés sur 45 M€), Bon diagnostic carbone (10 M€ engagés soit la totalité), Initiative agriculture urbaine et jardins partagés (30 M€ engagés sur 30,6 M€), aide aux investissements face aux aléas climatiques (100 M€ engagés sur 175 M€), renouvellement forestier (120 M€ engagés sur 170 M€).</p>

Entry 4

MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:06 PM)

Mesure : Fiscalité environnementale. Fait : LFI pour 2021 : 1/ Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports (article 58 de la loi de finances pour 2021). 2/ Renforcement du malus à l'immatriculation (article 55 de la loi de finances pour 2021). 3/Alignement de la fiscalité des carburants pour l'aviation de loisir sur l'essence des véhicules routiers (article 59 de la loi de finances pour 2021). 4/Maintien d'un crédit d'impôt destiné à l'acquisition et à la pose de systèmes de charge pour véhicule électrique (article 53 de la loi de finances pour 2021). 5/Création d'un crédit d'impôt temporaire pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME (article 27 de la loi de finances pour 2021). 6/Création d'un crédit d'impôt temporaire pour les entreprises agricoles n'utilisant plus de glyphosate (article 140 de la loi de finances pour 2021). 7/Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises agricoles obtenant la certification HVE (article 151 de la loi de finances pour 2021). 8/Création d'une taxe sur la masse des véhicules en ordre de marche (article 171 de la loi de finances pour 2021). 9/Exonération de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) pour les contrats d'assurance des véhicules électriques (article 153 de la loi de finances pour 2021). 10/Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols (article 141 de la loi de finances pour 2021). 11/ Entrée en vigueur du tarif réduit de TICFE pour les bateaux à quai après autorisation du Conseil de l'Union européenne. 12/ Conditionnement du tarif réduit de TICFE en faveur des data centers. 13/ Ordonnance portant création d'une taxe sur le transport de marchandises sur le territoire de la collectivité européenne d'Alsace. Loi de finances rectificative pour 2021 : 1/ Rehaussement de 25 à 35 % la réfaction des tarifs de TGAP applicables à la Réunion, à la Guadeloupe et à la Martinique jusqu'en 2024. Loi de finances pour 2022 : 1/ Introduction d'un tarif réduit de TICFE en faveur de l'électricité fournie dans les aéroports aux avions lors de leur stationnement ; 2/ TIRUERT - Exclusion des produits à base de soja de l'avantage fiscal pour les gazoles (plafonnement à 0 %) ; 3/ Extension de l'application du taux réduit de 5,5 % aux transformations de locaux à usage autre que

	d'habitation, financées par un prêt locatif social (PLS) ; 4/ Renforcement des incitations fiscales à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports. En cours / à venir : Rehaussement des objectifs d'incorporation de la TIRUERT et extension du régime applicable à l'hydrogène (2022). Dans le cadre de l'habilitation prévue dans la loi Climat et résilience, élaboration d'une ordonnance portant création d'une taxe locale sur le transport de marchandises.
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 5: clean and efficient production and use of energy,

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 15:51 PM) Mesure : Définition de feuilles de route de décarbonation des grandes filières économiques et industrielles Fait : Adoption de feuilles de route de la filière Chimie-Matériaux et de la filière Mines-Métallurgie. En cours / à venir : Adoption de feuilles de route décarbonation par l'ensemble des filières du Conseil national de l'industrie
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 6: energy (infrastructures)

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:24 PM)

	<p>Mesure : Investissement dans le secteur nucléaire En cours / à venir : Le plan de soutien à la filière nucléaire dans le cadre du plan France relance représente un effort de 470 M€ en faveur de la formation, de la R&D, et de solutions innovantes dans le traitement des déchets. Dans le cadre du plan France 2030 8 Md€ sont dédiés au secteur de l'énergie afin de faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets.</p>
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 7: and digital infrastructures

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 20:05 PM)</p> <p>Mesure : Loi du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France Fait : Le texte vise à responsabiliser tous les acteurs du numérique : consommateurs, professionnels du secteur et acteurs publics et s'articule autour de cinq objectifs : Faire prendre conscience et approfondir la connaissance de l'impact environnemental du numérique ; Limiter le renouvellement des appareils numériques ; Favoriser des usages numériques écologiquement vertueux ; Promouvoir des datacenters et des réseaux moins énergivores ; Promouvoir une stratégie numérique responsable dans les territoires.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:09 PM)</p> <p>Plan France relance : Numérique Cf. subpart 4, Entry 2.</p>

Comments
State of play

CSR 3 Subpart 8: as well as research and innovation.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:01 PM)</p> <p>Mesure : plan France 2030 Fait : Le plan France 2030, à hauteur de 34 Md€, s'articule autour de 10 objectifs pour mieux comprendre, mieux vivre, mieux produire à l'horizon 2030. En cours / à venir : Le plan « France 2030 », doté de 34 milliards d'euros, vise à soutenir l'industrie, l'innovation et les technologies d'avenir. Il prévoit des investissements supplémentaires dans plusieurs secteurs d'avenir tels que l'hydrogène bas carbone, la décarbonation de l'industrie ou encore les transports du futur.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:07 PM)</p> <p>Loi de programmation de la recherche (LPR) : redonner à la recherche publique de la visibilité, de la liberté et des moyens - Renforcement de la capacité de financement notamment par l'intermédiaire de l'ANR - Renforcement des partenariats entre la recherche privée et la recherche publique ; - Mesures de simplification ; - Rénovation de l'évaluation ; - Refonte du système indemnitaire et revalorisation des chercheurs ; - Poursuite du développement des politiques de site et de contractualisation sur l'ensemble des missions des établissements. Loi promulguée le 24 décembre 2020.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:07 PM)</p>

	<p>Mesure : Plan France relance : Recherche et Innovation : PIA4 Fait : 20 Md€ de PIA 4, dont 11 Md€ du plan France relance et 5 Md€ dans la FRR En cours / à venir : Innover pour la transition écologique et pour la résilience de nos modèles économiques ; Soutenir les écosystèmes d'enseignement, de recherche, de valorisation et d'innovation ; Soutenir les entreprises innovantes. Cf. PNRR.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2020.4

CSR 4 Subpart 1: Continue to improve the regulatory environment,

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:36 PM)</p> <p>Loi du 07 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP). Cf. CSR.2020.4. (infra).</p>
Comments	
State of play	

CSR 4 Subpart 2: reduce administrative burdens for firms

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:08 PM)</p> <p>Mesure : Loi du 07 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) : Suppression ou regroupement de 18 commissions consultatives - Déconcentration des décisions administratives dans les domaines de la culture, de l'économie et de la santé - Simplification des procédures administratives pour accélérer les installations industrielles et développer l'activité et l'emploi sur les territoires. Fait : Cf. PNRR En cours / à venir : Cf. PNRR.</p>
Comments	
State of play	

CSR 4 Subpart 3: and simplify the tax system.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:02 PM)</p> <p>Mesure : Fin de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés Fait : LFI 2022 : finalisation de la trajectoire de baisse pour atteindre un taux de 25 % en 2022, représentant une baisse de l'imposition des entreprises de 11 Md€ sur le quinquennat.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:02 PM)</p> <p>Mesure : Baisse des impôts de production et modernisation de l'assiette des impôts fonciers des établissements industriels. Fait : L'ensemble des baisses d'impôts de production prévues dans le cadre du Plan de relance, représentent un peu plus de 10 Md€ par an, effectives depuis le 1er janvier 2021, soit 20 Md€ sur 2021-2022. Cette baisse repose sur une réduction de moitié de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour toutes les entreprises redevables de cet impôt (ce qui correspond à la suppression de la part régionale) et sur une réduction de moitié des impôts fonciers des établissements industriels (taxe foncière sur les propriétés bâties et cotisation foncière des entreprises).</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 20:03 PM)</p> <p>Mesure : Simplification fiscale. Fait : Loi de finances pour 2021 : 1/ Poursuite de la suppression de taxes à faible rendement et de dépenses fiscales inefficaces engagée depuis 2018 ; 2/ Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréée ; 3/ Harmonisation de la taxation de l'électricité et simplification de sa gestion ; 4/ Réforme de la taxation des véhicules : rationalisation des régimes de taxation des impôts dus à raison de l'utilisation des véhicules à moteur ; 5/Transfert de la gestion des taxes d'urbanisme à la direction générale des finances publiques (DGFIP) ; 6/Transfert de la gestion de certaines taxes de la DGDDI à la</p>

DGFIP ; 7/Transfert du recouvrement de la contribution unique à la formation professionnelle et à l'apprentissage (CUFPA) des OPCO vers les URSSAF ; 8/ Harmonisation des procédures de recouvrement forcé des créances publiques ; 9/Possibilité pour les usagers résidant dans une liste d'États établie par arrêté d'acquitter ces impôts par virement, sans application de la majoration prévue par l'article 1738 du CGI ; 10/ Simplification de la formalité de l'enregistrement de certains actes de société ; 11/Habilitation à légiférer par ordonnance sur la mise en œuvre de la facturation électronique et la création de l'obligation complémentaire de transmission de données non soumises à l'obligation de facturation électronique ; 12/Baisse des impôts de production (cf. entry 2) et modernisation de l'assiette des impôts fonciers des établissements industriels. Loi de finances pour 2022 : Loi de finances pour 2022 1/ Suppression de huit dépenses fiscales inefficaces et de quatre régimes fiscaux dérogatoires ; 2/ Suppression de sept taxes à faible rendement ; 3/ Simplification du barème des taxes relatives aux médicaments vétérinaires et recentrage sur les demandes générant la plus forte activité d'évaluation et d'autorisation, et diminution du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur la taxe phytopharmacovigilance ; 4/ Mise en cohérence technique du dispositif de la réduction d'impôt pour investissement productif dans les collectivités d'outre-mer ; 5/ Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne des règles de la TVA ; 6/ Transfert aux URSSAF du recouvrement de la CUFPA ; 7/ Mesures relatives au recouvrement forcé des créances publiques et au transfert du stock des créances impayées de la direction générale des douanes et droits indirects à la direction générale des finances publiques ; 8/ Allongement des délais ouverts aux petites entreprises pour opter pour un régime réel d'imposition ; 9/ Extension de l'habilitation résultant de l'article 184 de la loi de finances pour 2020 afin de poursuivre les travaux de recodification et de l'étendre à l'ensemble des impositions sur les biens et services. En cours / à venir : loi de finances pour 2022 : report au 1er janvier 2023 du transfert aux services de la direction générale des finances publiques (DGFIP) du recouvrement des taxes affectées au Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Comments
State of play



CSR.2019.2

CSR 2 Subpart 1: Foster labour market integration for all job seekers, ensure equal opportunities with a particular focus on vulnerable groups including people with a migrant background

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:45 PM) Cf. CSR.2020.2.
Comments	
State of play	

CSR 2 Subpart 2: and address skills shortages and mismatches.

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 14:46 PM) Cf. CSR.2020.2.
Comments	
State of play	

CSR.2019.3

CSR 3 Subpart 1: Focus investment-related economic policy on research and innovation (while improving the efficiency of public support schemes, including knowledge transfer schemes),

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:46 PM) Mesure : Plan France 2030. Cf. CSR.2020.3.
Entry 2	MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:46 PM) Mesure : Plan France Relance : Recherche et Innovation : PIA4. Cf. CSR.2020.3.
Comments	
State of play	

CSR 3 Subpart 2: renewable energy, energy efficiency and interconnections with the rest of the Union,

Measures	
Entry 1	MEASURE TYPE: Implemented (15/02/2022 14:46 PM) Mesure : Budget vert. Cf. CSR.2020.3.
Entry 2	MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:46 PM) Mesure : Définition de feuilles de route de décarbonation des grandes filières économiques et industrielles. Cf. CSR.2020.3.

Comments
State of play

CSR 3 Subpart 3: and on digital infrastructure, taking into account territorial disparities.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 15:35 PM)</p> <p>Mesure : France relance : lutte contre les inégalités territoriales Fait : Compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales : le Gouvernement s'est engagé en 2020 à soutenir les pertes de recettes des collectivités locales à hauteur de 4,2 Md€. 2,6 Md€ ont été versés en 2020 et en 2021, en raison d'une dégradation moindre qu'anticipée de leur situation financière.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Plan France Relance : Numérique. Cf. CSR.2020.3.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Loi du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France. Cf. CSR.2020.3.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2019.4

CSR 4 Subpart 1: Continue to simplify the tax system, in particular by limiting the use of tax expenditures, further removing inefficient taxes and reducing taxes on production.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Simplification fiscale (LFI 2021). Cf. CSR.2020.4.</p>
Entry 2	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Baisse des impôts de production. Cf. CSR.2020.4.</p>
Entry 3	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Fin de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés. Cf. CSR.2020.4.</p>
Comments	
State of play	

CSR 4 Subpart 2: Reduce regulatory restrictions, in particular in the services sector,

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:47 PM)</p> <p>Mesure : Loi du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP). Cf. CSR.2020.4.</p>

Comments
State of play

CSR 4 Subpart 3: and fully implement the measures to foster the growth of firms.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (15/02/2022 14:38 PM)</p> <p>Mesures : renforcement des fonds propres. Cf. CSR.2020.3.</p>
Comments	
State of play	

CSR.2019.1

CSR 1 Subpart 1: Ensure that the nominal growth rate of net primary expenditure does not exceed 1,2 % in 2020, corresponding to an annual structural adjustment of 0,6 % of GDP.

Measures
Comments
State of play

CSR 1 Subpart 2: Use windfalls gains to accelerate the reduction of the general government debt ratio.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Adopted (14/02/2022 11:59 AM)</p> <p>Mesure : Mécanisme d'amortissement de la dette liée à la Covid-19 Fait : le PLF 22 isole 165 Md€ d'autorisations d'engagement de surcroît de dette de l'État dû à la covid-19 par rapport aux prévisions établies avant crise. Le Gouvernement y associe une trajectoire de désendettement sur 20 ans, à partir de 2022. En cours / à venir : Chaque année, une partie des recettes sera dédiée au remboursement de cette dette. Le montant effectif sera modulé en fonction du niveau de croissance attendu pour l'année.</p>
Comments	
State of play	

CSR 1 Subpart 3: Achieve expenditure savings and efficiency gains across all sub-sectors of the government, including by fully specifying and monitoring

the implementation of the concrete measures needed in the context of Public Action 2022.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Implemented (14/02/2022 12:30 PM)</p> <p>Mesure : Plan de refonte globale de la fonction « achat » de l'État. Fait : Déployé depuis 2020, les objectifs de ce plan sont à la fois de faire des économies en optimisant la dépense publique sur des volumes financiers importants et rationalisant les organisations, les processus et les stratégies achat, en accompagnant près de 3 000 acheteurs et approvisionneurs de l'État dans la transformation de leurs pratiques achats. En cours / à venir : Une première vague d'économies associée à ce plan a été intégrée à la loi de finances pour 2022 pour un montant de 55 M€.</p>
Comments	
State of play	

CSR 1 Subpart 4: Reform the pension system to progressively unify the rules of the different pension regimes, with the view to enhance their fairness and sustainability.

Measures	
Entry 1	<p>MEASURE TYPE: Announced (14/02/2022 20:29 PM)</p> <p>Mesure : réforme des retraites. Cf. partie I du PNRR.</p>
Comments	
State of play	

02 June 2023

**SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN
NATIONAL DE RELANCE ET DE RESILIENCE
(PNRR)**

FENIX

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR1.subpart1	Public finance governance	New Public Finances Programming Law (LPFP, 'Loi de Programmation des Finances Publiques')	2023-03-31	On track
2019.CSR1.subpart3	Public finance governance	New Public Finances Programming Law (LPFP, 'Loi de Programmation des Finances Publiques')	2023-03-31	On track
2020.CSR1.subpart1	Public finance governance	New Public Finances Programming Law (LPFP, 'Loi de Programmation des Finances Publiques')	2023-03-31	On track
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Exit emergency measures under sanitary conditions	2022-12-31	Completed
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Exit emergency measures under sanitary conditions	2022-12-31	Completed
2020.CSR1.subpart1	Assessment of the quality of public expenditure	Exit emergency measures under sanitary conditions	2022-12-31	Completed
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Construction of financial laws articulated with public expenditure evaluations covering the scope of public administration in compliance with the expenditure trajectory of the public finance programming law	2022-12-31	Completed
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Construction of financial laws articulated with public expenditure evaluations covering the scope of public administration in compliance with the expenditure trajectory of the public finance programming law	2022-12-31	Completed
2020.CSR1.subpart1	Assessment of the quality of public expenditure	Construction of financial laws articulated with public expenditure evaluations covering the scope of public administration in compliance with the expenditure trajectory of the public finance programming law	2022-12-31	Completed
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Annual assessment of measures taken to improve the quality of public spending implemented in the 2023 budgetary law	2024-03-31	On track
2019.CSR1.subpart3	Assessment of the quality of public expenditure	Annual assessment of measures taken to improve the quality of public spending implemented in the 2023 budgetary law	2024-03-31	On track
2020.CSR1.subpart1	Assessment of the quality of public expenditure	Annual assessment of measures taken to improve the quality of public spending implemented in the 2023 budgetary law	2024-03-31	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR2.subpart1	Provision of services by the unemployment agency (Pôle Emploi)	Agencies having integrated Cap'Emploi services	2022-02-28	Completed
2020.CSR2.subpart3	Provision of services by the unemployment agency (Pôle Emploi)	Agencies having integrated Cap'Emploi services	2022-02-28	Completed
2019.CSR2.subpart1	Provision of services by the unemployment agency (Pôle Emploi)	Agencies with a compensation counsellor	2022-01-31	Completed
2020.CSR2.subpart3	Provision of services by the unemployment agency (Pôle Emploi)	Agencies with a compensation counsellor	2022-01-31	Completed
2019.CSR2.subpart1	Reform of the unemployment insurance	Automatic entry into force of the remaining measures once economic conditions improve	2021-12-01	Completed
2020.CSR2.subpart3	Reform of the unemployment insurance	Automatic entry into force of the remaining measures once economic conditions improve	2021-12-01	Completed
2019.CSR2.subpart1	Hiring subsidies for professionalization contracts	Hiring subsidies paid for professionalization contracts	2023-01-31	Completed
2020.CSR2.subpart1	Hiring subsidies for professionalization contracts	Hiring subsidies paid for professionalization contracts	2023-01-31	Completed
2020.CSR2.subpart3	Hiring subsidies for professionalization contracts	Hiring subsidies paid for professionalization contracts	2023-01-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Hiring subsidies for professionalization contracts	Hiring subsidies paid for professionalization contracts	2023-01-31	Completed
2019.CSR2.subpart1	Personalised pathways for NEET youth aged 16-18	Youth entering the AFPA activities	2022-10-15	Completed
2020.CSR2.subpart3	Personalised pathways for NEET youth aged 16-18	Youth entering the AFPA activities	2022-10-15	Completed
2022.CSR3.subpart2	Personalised pathways for NEET youth aged 16-18	Youth entering the AFPA activities	2022-10-15	Completed
2019.CSR2.subpart1	"Personalised guidance towards employment and autonomy" (PACEA) and youth guarantee	Additional beneficiaries of the PACEA and youth guarantees as of 2021	2022-04-30	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR2.subpart3	"Personalised guidance towards employment and autonomy" (PACEA) and youth guarantee	Additional beneficiaries of the PACEA and youth guarantees as of 2021	2022-04-30	Completed
2022.CSR3.subpart1	"Personalised guidance towards employment and autonomy" (PACEA) and youth guarantee	Additional beneficiaries of the PACEA and youth guarantees as of 2021	2022-04-30	Completed
2019.CSR2.subpart1	Aided contracts for youth (PEC and CIE)	Additional aided contracts	2022-03-31	Completed
2020.CSR2.subpart1	Aided contracts for youth (PEC and CIE)	Additional aided contracts	2022-03-31	Completed
2020.CSR2.subpart3	Aided contracts for youth (PEC and CIE)	Additional aided contracts	2022-03-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Aided contracts for youth (PEC and CIE)	Additional aided contracts	2022-03-31	Completed
2019.CSR2.subpart1	Additional allocation for the "Pro transitions" associations (AT pro) for the financing of professional transitions	Additional professional transitions financed	2021-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart1	Additional allocation for the "Pro transitions" associations (AT pro) for the financing of professional transitions	Additional professional transitions financed	2021-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart3	Additional allocation for the "Pro transitions" associations (AT pro) for the financing of professional transitions	Additional professional transitions financed	2021-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Additional allocation for the "Pro transitions" associations (AT pro) for the financing of professional transitions	Additional professional transitions financed	2021-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart1	Increase of resources for Pôle Emploi	Pôle Emploi counsellors recruited	2022-04-30	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR2.subpart3	Increase of resources for Pôle Emploi	Pôle Emploi counsellors recruited	2022-04-30	Completed
2019.CSR2.subpart1	Preservation of employment in private R&D	Number of R&D personnel benefitting from the measure	2022-12-31	On track
2019.CSR3.subpart1	Preservation of employment in private R&D	Number of R&D personnel benefitting from the measure	2022-12-31	On track
2020.CSR2.subpart1	Preservation of employment in private R&D	Number of R&D personnel benefitting from the measure	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart8	Preservation of employment in private R&D	Number of R&D personnel benefitting from the measure	2022-12-31	On track
2019.CSR2.subpart1	Creation of jobs for youth in the sports sector	Jobs created in the sports sector which benefit from a subsidy	2023-09-30	On track
2020.CSR2.subpart1	Creation of jobs for youth in the sports sector	Jobs created in the sports sector which benefit from a subsidy	2023-09-30	On track
2020.CSR2.subpart3	Creation of jobs for youth in the sports sector	Jobs created in the sports sector which benefit from a subsidy	2023-09-30	On track
2019.CSR2.subpart1	Extension of the "guided employment" plan for persons with disabilities	Full deployment of the extension of the "accompanied employment" plan	2023-06-30	On track
2020.CSR2.subpart1	Extension of the "guided employment" plan for persons with disabilities	Full deployment of the extension of the "accompanied employment" plan	2023-06-30	On track
2020.CSR2.subpart3	Extension of the "guided employment" plan for persons with disabilities	Full deployment of the extension of the "accompanied employment" plan	2023-06-30	On track
2019.CSR2.subpart2	Reskilling through dual training programmes (Pro-A)	Employees benefitting from the Pro-A programme	2023-12-31	On track
2020.CSR2.subpart1	Reskilling through dual training programmes (Pro-A)	Employees benefitting from the Pro-A programme	2023-12-31	On track
2020.CSR2.subpart2	Reskilling through dual training programmes (Pro-A)	Employees benefitting from the Pro-A programme	2023-12-31	On track
2022.CSR3.subpart1	Reskilling through dual training programmes (Pro-A)	Employees benefitting from the Pro-A programme	2023-12-31	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR2.subpart2	State-backed guarantees for student loans	Beneficiaries of State-guaranteed student loans	2022-12-31	On track
2020.CSR2.subpart1	State-backed guarantees for student loans	Beneficiaries of State-guaranteed student loans	2022-12-31	On track
2020.CSR2.subpart2	State-backed guarantees for student loans	Beneficiaries of State-guaranteed student loans	2022-12-31	On track
2019.CSR2.subpart2	Increase of resources for France Compétences	Additional apprenticeship contracts signed	2023-12-31	On track
2020.CSR2.subpart1	Increase of resources for France Compétences	Additional apprenticeship contracts signed	2023-12-31	On track
2020.CSR2.subpart2	Increase of resources for France Compétences	Additional apprenticeship contracts signed	2023-12-31	On track
2022.CSR3.subpart1	Increase of resources for France Compétences	Additional apprenticeship contracts signed	2023-12-31	On track
2019.CSR2.subpart2	Digital educational content: platforms for digital content	Training bodies declaring having trained participants either in part or fully through distance learning	2023-12-31	On track
2020.CSR2.subpart2	Digital educational content: platforms for digital content	Training bodies declaring having trained participants either in part or fully through distance learning	2023-12-31	On track
2022.CSR3.subpart1	Digital educational content: platforms for digital content	Training bodies declaring having trained participants either in part or fully through distance learning	2023-12-31	On track
2019.CSR2.subpart2	Boarding schools for excellence	Places either built or renovated	2022-09-30	Not completed
2020.CSR2.subpart2	Boarding schools for excellence	Places either built or renovated	2022-09-30	Not completed
2022.CSR3.subpart1	Boarding schools for excellence	Places either built or renovated	2022-09-30	Not completed
2019.CSR2.subpart2	Educational continuity: digital transformation of the school	Number of school classes digitally equipped	2022-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Educational continuity: digital transformation of the school	Number of school classes digitally equipped	2022-12-31	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR3.subpart2	Educational continuity: digital transformation of the school	Number of school classes digitally equipped	2022-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart3	Educational continuity: digital transformation of the school	Number of school classes digitally equipped	2022-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	FNE-Training	Participants in FNE-Formation training courses	2021-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart1	FNE-Training	Participants in FNE-Formation training courses	2021-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	FNE-Training	Participants in FNE-Formation training courses	2021-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	FNE-Training	Participants in FNE-Formation training courses	2021-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	Creation of places in higher education	Places in higher education created	2021-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Creation of places in higher education	Places in higher education created	2021-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Creation of places in higher education	Places in higher education created	2021-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	Distance training courses	Entries into distance training courses	2023-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Distance training courses	Entries into distance training courses	2023-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Distance training courses	Entries into distance training courses	2023-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	Digital educational content: platforms for digital content	Support for project management assistance to support the design and dissemination of digital content	2022-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Digital educational content: platforms for digital content	Support for project management assistance to support the design and dissemination of digital content	2022-12-31	Completed
2022.CSR3.subpart1	Digital educational content: platforms for digital content	Support for project management assistance to support the design and dissemination of digital content	2022-12-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	Top-up of individual learning accounts for digital skills	Persons having used their topped-up ILA to sign up to a training for digital skills registered in the national repository of professional skills	2022-03-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Top-up of individual learning accounts for digital skills	Persons having used their topped-up ILA to sign up to a training for digital skills registered in the national repository of professional skills	2022-03-31	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR3.subpart1	Top-up of individual learning accounts for digital skills	Persons having used their topped-up ILA to sign up to a training for digital skills registered in the national repository of professional skills	2022-03-31	Completed
2019.CSR2.subpart2	Digital Inclusion	France Services digital advisers trained	2022-12-31	Completed
2020.CSR2.subpart2	Digital Inclusion	France Services digital advisers trained	2022-12-31	Completed
2019.CSR3.subpart1	Innovate for the green transition	Launch of calls for proposals or calls for interest	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart8	Innovate for the green transition	Launch of calls for proposals or calls for interest	2022-10-15	Completed
2022.CSR4.subpart1	Innovate for the green transition	Launch of calls for proposals or calls for interest	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart1	Support plan to the aeronautics sector	Number of projects selected for support under the investment support fund	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support plan to the aeronautics sector	Number of projects selected for support under the investment support fund	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart8	Support plan to the aeronautics sector	Number of projects selected for support under the investment support fund	2022-10-15	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support plan to the aeronautics sector	Number of projects selected for support under the investment support fund	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart1	Support plan to the aeronautics sector	Number of R&D projects to promote low-carbon and energy efficient aircraft selected	2022-04-30	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support plan to the aeronautics sector	Number of R&D projects to promote low-carbon and energy efficient aircraft selected	2022-04-30	Completed
2020.CSR3.subpart8	Support plan to the aeronautics sector	Number of R&D projects to promote low-carbon and energy efficient aircraft selected	2022-04-30	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support plan to the aeronautics sector	Number of R&D projects to promote low-carbon and energy efficient aircraft selected	2022-04-30	Completed
2019.CSR3.subpart1	Structural aspects of the Research Programming Law	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – entry into force of decrees	2022-10-30	Completed
2020.CSR3.subpart8	Structural aspects of the Research Programming Law	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – entry into force of decrees	2022-10-30	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR3.subpart1	Structural aspects of the Research Programming Law	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – recruitments in tenure track	2022-12-31	Completed
2020.CSR3.subpart8	Structural aspects of the Research Programming Law	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – recruitments in tenure track	2022-12-31	Completed
2019.CSR3.subpart1	Supporting innovative businesses	Launch of the call for proposals or interest	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart2	Supporting innovative businesses	Launch of the call for proposals or interest	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart1	Supporting innovative businesses	Launch of the call for proposals or interest	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart5	Supporting innovative businesses	Launch of the call for proposals or interest	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart8	Supporting innovative businesses	Launch of the call for proposals or interest	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart1	Space	Award of contracts to beneficiaries	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart8	Space	Award of contracts to beneficiaries	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart1	Space	Number of beneficiaries	2022-04-30	Completed
2020.CSR3.subpart8	Space	Number of beneficiaries	2022-04-30	Completed
2019.CSR3.subpart1	R&D recovery strategy (National Research Agency)	Global success rate for generic and specific calls for projects	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart8	R&D recovery strategy (National Research Agency)	Global success rate for generic and specific calls for projects	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart1	Innovate for the green transition	Award of the contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart8	Innovate for the green transition	Award of the contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Innovate for the green transition	Award of the contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2019.CSR3.subpart1	Innovating for the resilience of our business models	Launch of the call for proposals or interest	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart8	Innovating for the resilience of our business models	Launch of the call for proposals or interest	2023-12-31	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR3.subpart1	Support teaching, research, development and innovation ecosystems (PIA4)	Awards of contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart8	Support teaching, research, development and innovation ecosystems (PIA4)	Awards of contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2022.CSR3.subpart3	Support teaching, research, development and innovation ecosystems (PIA4)	Awards of contracts – implementing decision of the Prime Minister	2023-12-31	On track
2019.CSR3.subpart2	Modernisation and restructuring of hospitals and health care supply	Establishments supported in their investments in technical installations, equipment or light renovation	2023-03-31	On track
2020.CSR1.subpart2	Modernisation and restructuring of hospitals and health care supply	Establishments supported in their investments in technical installations, equipment or light renovation	2023-03-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Modernisation and restructuring of hospitals and health care supply	Establishments supported in their investments in technical installations, equipment or light renovation	2023-03-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Modernisation and restructuring of hospitals and health care supply	Establishments supported in their investments in technical installations, equipment or light renovation	2023-03-31	On track
2019.CSR3.subpart2	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-03-31	Not completed
2020.CSR3.subpart4	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-03-31	Not completed
2020.CSR3.subpart5	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-03-31	Not completed
2022.CSR4.subpart1	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-03-31	Not completed
2019.CSR3.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed
2020.CSR3.subpart4	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed
2020.CSR3.subpart5	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR3.subpart6	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed
2022.CSR4.subpart1	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed
2022.CSR4.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Award of the contracts under the support mechanism	2022-09-30	Not completed
2019.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Press Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Press Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart5	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Press Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2022.CSR4.subpart1	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Press Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2019.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in "The Book Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in "The Book Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart5	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in "The Book Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2022.CSR4.subpart1	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in "The Book Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2019.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Cinema Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart2	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Cinema Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2020.CSR3.subpart5	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Cinema Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2022.CSR4.subpart1	Support for cultural sectors and heritage renovations	Investment in the "The Cinema Sector Plan"	2022-12-31	Not completed
2019.CSR3.subpart2	Revised thermal regulation RE2020	Revision of the thermal regulation RE2020	2022-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart5	Revised thermal regulation RE2020	Revision of the thermal regulation RE2020	2022-03-31	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR4.subpart1	Revised thermal regulation RE2020	Revision of the thermal regulation RE2020	2022-03-31	Completed
2022.CSR4.subpart3	Revised thermal regulation RE2020	Revision of the thermal regulation RE2020	2022-03-31	Completed
2019.CSR3.subpart2	Energy renovation of private housing, including energy sieves	Number of MPR validated	2023-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart3	Energy renovation of private housing, including energy sieves	Number of MPR validated	2023-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart5	Energy renovation of private housing, including energy sieves	Number of MPR validated	2023-03-31	Completed
2022.CSR4.subpart1	Energy renovation of private housing, including energy sieves	Number of MPR validated	2023-03-31	Completed
2019.CSR3.subpart2	Energy renovation and major rehabilitation of social housing	Number of dwellings within the category of social housing receiving a grant for renovation	2022-03-01	Completed
2020.CSR3.subpart5	Energy renovation and major rehabilitation of social housing	Number of dwellings within the category of social housing receiving a grant for renovation	2022-03-01	Completed
2022.CSR4.subpart1	Energy renovation and major rehabilitation of social housing	Number of dwellings within the category of social housing receiving a grant for renovation	2022-03-01	Completed
2019.CSR3.subpart2	Thermal renovation of public buildings	Number of public buildings belonging to local and regional authorities (LRAs) which have been the subject of a subsidy notification from the State or the Regional Council for energy renovation works	2022-06-30	Completed
2020.CSR3.subpart2	Thermal renovation of public buildings	Number of public buildings belonging to local and regional authorities (LRAs) which have been the subject of a subsidy notification from the State or the Regional Council for energy renovation works	2022-06-30	Completed
2020.CSR3.subpart5	Thermal renovation of public buildings	Number of public buildings belonging to local and regional authorities (LRAs) which have been the subject of a subsidy notification from the State or the Regional Council for energy renovation works	2022-06-30	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR4. subpart1	Thermal renovation of public buildings	Number of public buildings belonging to local and regional authorities (LRAs) which have been the subject of a subsidy notification from the State or the Regional Council for energy renovation works	2022-06-30	Completed
2019.CSR3. subpart2	Energy renovation of very small enterprises (VSEs) and small and medium sized enterprises (SMEs)	Number of companies benefitting from the tax credit and the support schemes	2023-12-31	Completed
2020.CSR3. subpart3	Energy renovation of very small enterprises (VSEs) and small and medium sized enterprises (SMEs)	Number of companies benefitting from the tax credit and the support schemes	2023-12-31	Completed
2020.CSR3. subpart5	Energy renovation of very small enterprises (VSEs) and small and medium sized enterprises (SMEs)	Number of companies benefitting from the tax credit and the support schemes	2023-12-31	Completed
2022.CSR4. subpart1	Energy renovation of very small enterprises (VSEs) and small and medium sized enterprises (SMEs)	Number of companies benefitting from the tax credit and the support schemes	2023-12-31	Completed
2019.CSR3. subpart2	Decarbonisation of industry	Greenhouse gas emissions avoided	2022-12-31	Completed
2020.CSR3. subpart5	Decarbonisation of industry	Greenhouse gas emissions avoided	2022-12-31	Completed
2022.CSR4. subpart1	Decarbonisation of industry	Greenhouse gas emissions avoided	2022-12-31	Completed
2019.CSR3. subpart2	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-10-15	Completed
2020.CSR3. subpart4	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-10-15	Completed
2020.CSR3. subpart5	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-10-15	Completed
2022.CSR4. subpart1	Support to demand for clean vehicles (automobile plan)	Ecological bonuses	2022-10-15	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR3.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2020.CSR3.subpart4	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2020.CSR3.subpart5	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2020.CSR3.subpart6	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2022.CSR4.subpart1	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2022.CSR4.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Signature of decision to attribute financial support to private promoters under the IPCEI on hydrogen	2022-09-30	Completed
2019.CSR3.subpart2	Renovation of medico-social establishments.	Number of nursing homes having benefited from assistance with equipment to improve reception conditions for the elderly («daily investment») (cumulative)	2022-10-15	Completed
2020.CSR1.subpart2	Renovation of medico-social establishments.	Number of nursing homes having benefited from assistance with equipment to improve reception conditions for the elderly («daily investment») (cumulative)	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart5	Renovation of medico-social establishments.	Number of nursing homes having benefited from assistance with equipment to improve reception conditions for the elderly («daily investment») (cumulative)	2022-10-15	Completed
2022.CSR4.subpart1	Renovation of medico-social establishments.	Number of nursing homes having benefited from assistance with equipment to improve reception conditions for the elderly («daily investment») (cumulative)	2022-10-15	Completed
2019.CSR3.subpart2	Thermal renovation of public buildings	Number of m ² of floors of public sites belonging to the State where the energy renovation works have been completed	2023-12-31	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR3.subpart2	Thermal renovation of public buildings	Number of m ² of floors of public sites belonging to the State where the energy renovation works have been completed	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Thermal renovation of public buildings	Number of m ² of floors of public sites belonging to the State where the energy renovation works have been completed	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Thermal renovation of public buildings	Number of m ² of floors of public sites belonging to the State where the energy renovation works have been completed	2023-12-31	On track
2019.CSR3.subpart2	Mobility law ('Loi d'Orientation des Mobilités')	Article 3 of Law No 2019-1428 of 24 December 2019	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Mobility law ('Loi d'Orientation des Mobilités')	Article 3 of Law No 2019-1428 of 24 December 2019	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Mobility law ('Loi d'Orientation des Mobilités')	Article 3 of Law No 2019-1428 of 24 December 2019	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Mobility law ('Loi d'Orientation des Mobilités')	Article 3 of Law No 2019-1428 of 24 December 2019	2023-12-31	On track
2019.CSR3.subpart2	Acceleration of work on transport infrastructure	Charging stations	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart4	Acceleration of work on transport infrastructure	Charging stations	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart5	Acceleration of work on transport infrastructure	Charging stations	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart6	Acceleration of work on transport infrastructure	Charging stations	2023-06-30	On track
2022.CSR4.subpart1	Acceleration of work on transport infrastructure	Charging stations	2023-06-30	On track
2019.CSR3.subpart2	Acceleration of work on transport infrastructure	Kilometres of reserved lanes completed	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart4	Acceleration of work on transport infrastructure	Kilometres of reserved lanes completed	2023-06-30	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR3.subpart5	Acceleration of work on transport infrastructure	Kilometres of reserved lanes completed	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart6	Acceleration of work on transport infrastructure	Kilometres of reserved lanes completed	2023-06-30	On track
2022.CSR4.subpart1	Acceleration of work on transport infrastructure	Kilometres of reserved lanes completed	2023-06-30	On track
2019.CSR3.subpart2	Acceleration of work on transport infrastructure	Modernisation of the CROSS network and numerical system for the maritime affairs	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart4	Acceleration of work on transport infrastructure	Modernisation of the CROSS network and numerical system for the maritime affairs	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart5	Acceleration of work on transport infrastructure	Modernisation of the CROSS network and numerical system for the maritime affairs	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart6	Acceleration of work on transport infrastructure	Modernisation of the CROSS network and numerical system for the maritime affairs	2023-06-30	On track
2022.CSR4.subpart1	Acceleration of work on transport infrastructure	Modernisation of the CROSS network and numerical system for the maritime affairs	2023-06-30	On track
2019.CSR3.subpart2	Greening of the State's fleet	Number of electric and plug-in hybrid vehicles purchased by the French administration	2023-09-30	On track
2020.CSR3.subpart4	Greening of the State's fleet	Number of electric and plug-in hybrid vehicles purchased by the French administration	2023-09-30	On track
2020.CSR3.subpart5	Greening of the State's fleet	Number of electric and plug-in hybrid vehicles purchased by the French administration	2023-09-30	On track
2022.CSR4.subpart1	Greening of the State's fleet	Number of electric and plug-in hybrid vehicles purchased by the French administration	2023-09-30	On track
2019.CSR3.subpart2	Greening of harbours	New electrical connections on docks	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Greening of harbours	New electrical connections on docks	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Greening of harbours	New electrical connections on docks	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart6	Greening of harbours	New electrical connections on docks	2022-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Greening of harbours	New electrical connections on docks	2022-12-31	On track

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2019.CSR3.subpart2	Greening of harbours	Purchase of vessels	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart4	Greening of harbours	Purchase of vessels	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart5	Greening of harbours	Purchase of vessels	2023-06-30	On track
2020.CSR3.subpart6	Greening of harbours	Purchase of vessels	2023-06-30	On track
2022.CSR4.subpart1	Greening of harbours	Purchase of vessels	2023-06-30	On track
2019.CSR3.subpart2	Strengthening the resilience of electricity networks and energy transition in rural areas	Beginning of projects	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Strengthening the resilience of electricity networks and energy transition in rural areas	Beginning of projects	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Strengthening the resilience of electricity networks and energy transition in rural areas	Beginning of projects	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart6	Strengthening the resilience of electricity networks and energy transition in rural areas	Beginning of projects	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Strengthening the resilience of electricity networks and energy transition in rural areas	Beginning of projects	2023-12-31	On track
2019.CSR3.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart6	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2022.CSR4.subpart2	Develop decarbonised hydrogen	Volume of hydrogen produced under the support mechanism	2022-12-31	On track
2019.CSR3.subpart3	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2021-12-31	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2020.CSR3.subpart2	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2021-12-31	Completed
2020.CSR3.subpart7	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2021-12-31	Completed
2019.CSR3.subpart3	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2023-04-30	Completed
2020.CSR3.subpart2	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2023-04-30	Completed
2020.CSR3.subpart7	High -speed broadband plan	Additional housing and business premises that are eligible to be connected to fibre	2023-04-30	Completed
2019.CSR4.subpart2	Law on accelerating and simplifying public action ("loi ASAP")	Law n°2020-1525 (loi ASAP)	2021-11-01	Completed
2020.CSR4.subpart1	Law on accelerating and simplifying public action ("loi ASAP")	Law n°2020-1525 (loi ASAP)	2021-11-01	Completed
2020.CSR4.subpart2	Law on accelerating and simplifying public action ("loi ASAP")	Law n°2020-1525 (loi ASAP)	2021-11-01	Completed
2022.CSR4.subpart2	Law on accelerating and simplifying public action ("loi ASAP")	Law n°2020-1525 (loi ASAP)	2021-11-01	Completed
2019.CSR4.subpart2	Law on differentiation, decentralization, deconcentration and on various measures to simplify local public action (4D)	Entry into force of the 4D law	2022-02-23	Completed
2020.CSR4.subpart1	Law on differentiation, decentralization, deconcentration and on various measures to simplify local public action (4D)	Entry into force of the 4D law	2022-02-23	Completed
2020.CSR4.subpart2	Law on differentiation, decentralization, deconcentration and on various measures to simplify local public action (4D)	Entry into force of the 4D law	2022-02-23	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR4.subpart2	Law on differentiation, decentralization, deconcentration and on various measures to simplify local public action (4D)	Entry into force of the 4D law	2022-02-23	Completed
2019.CSR4.subpart2	Civil service transformation	Implementation of actions identified as part of the projects launched on recruitment and equal opportunities	2021-10-22	Completed
2020.CSR4.subpart1	Civil service transformation	Implementation of actions identified as part of the projects launched on recruitment and equal opportunities	2021-10-22	Completed
2020.CSR1.subpart2	National Strategy for the Transformation of the Health System	Credit commitment rate for the upgrading of human resources in health	2023-12-31	Completed
2020.CSR1.subpart2	National suicide prevention hotline	Activation of the telephone line service to prevent suicide	2021-10-01	Completed
2020.CSR2.subpart2	Digitization of companies	Number of companies that received a subsidy to foster digital investments	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart3	Digitization of companies	Number of companies that received a subsidy to foster digital investments	2022-10-15	Completed
2020.CSR3.subpart1	Contribution to regional investment funds	Grant to regional investment funds	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart1	Contribution to regional investment funds	Contribution to regional investment funds	2022-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Switches	2022-03-31	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Switches	2022-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Catenaries	2022-03-31	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Catenaries	2022-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Regenerated railway lines	2022-12-31	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Regenerated railway lines	2022-12-31	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Tunnels	2022-12-31	Completed
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Tunnels	2022-12-31	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Environmental treatment of railways	2022-12-31	Completed

CSR Subpart	Measure name	Milestone/target name	Target date for implementation (latest reporting)	Status (MS reporting)
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Environmental treatment of railways	2022-12-31	Completed
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Local railways lines	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Local railways lines	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart4	Support to the railway sector	Renovated freight lines	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Support to the railway sector	Renovated freight lines	2023-12-31	On track
2020.CSR3.subpart5	Urban densification: brownfields	Number of projects for which a grant has been signed for recycling operation of wasteland or of urbanized area	2022-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart5	Urban densification: brownfields	Number of projects for which a grant has been signed for recycling operation of wasteland or of urbanized area	2023-03-31	Completed
2020.CSR3.subpart7	Equipment and infrastructure of the Ministry of the Interior	Investment to reinforce the digital equipment of the Ministry of Interior	2023-12-31	On track
2022.CSR4.subpart1	Climate & Resilience Law	Law Climate & Resilience	2021-08-25	Completed
2022.CSR4.subpart2	Climate & Resilience Law	Law Climate & Resilience	2021-08-25	Completed
2022.CSR4.subpart3	Climate & Resilience Law	Law Climate & Resilience	2021-08-25	Completed

Extracted Date: 2023-05-05-10-39-10

